



100 LES QUI TRANSFORMENT L'AFRIQUE

Pages 08-29

INTERVIEW

Pages 04-05



Lionel Yondo Black, Directeur régional de l'AFD dans le Golfe de Guinée

Le portefeuille du Groupe Agence française de développement (AFD) dans le Golfe de Guinée se situe autour de 9 milliards d'euros d'engagements

Le ministre des Finances de l'année

Page 9



Sierra Leone:
Sheku Bangura

Le Financier de l'année

Page 16



Yedau Ogoundele,
Directrice Générale
de la CRRH-
UEMOA

M 01910 - 126 - F: 4,00 € - RD



Financial Afrik
AWARDS
7th EDITION
#77FA

**PUBLIC PRIVATE PARTNERSHIPS
AS AN ALTERNATIVE TO PUBLIC DEBT**

ARAB AFRICA ROUNDTABLE

INVEST IN GAMBIA

100 QUI
TRANSFORMENT
L'AFRIQUE

22 & 23
JANUARY 2026

SIR DANIEL KARRARA JAMARA
INTERNATIONAL CONFERENCE CENTER
BANJUL, GAMBIA

Nobel d'économie : l'innovation sauvera-t-elle le capitalisme de lui-même ?

Par Sherif Salif Sy,
Économiste politiste,
président du Forum du tiers-monde (FTM), Dakar.

Le 13 octobre 2025, le comité Nobel a couronné Philippe Aghion, Peter Howitt et Joel Mokyr pour leurs travaux sur la croissance économique par la destruction créatrice. Une reconnaissance méritée pour trois décennies de recherche brillante. Mais aussi, peut-être, le symptôme d'une cécité collective : récompenser une théorie de la croissance infinie au moment où la planète nous envoie des signaux d'alarme de plus en plus stridents. Ce Nobel n'est pas qu'une distinction académique. C'est un choix idéologique. Un message au monde : le modèle économique qui nous gouverne depuis quarante ans reste notre meilleure boussole. La destruction créatrice (ce mécanisme par lequel l'innovation détruit sans cesse l'ancien pour créer le nouveau) demeure la clé de notre prospérité future. Le marché sait. Le marché trouve. Le marché sauvera. Mais est-ce bien raisonnable ? Entre admiration pour le génie théorique et lucidité sur les impasses du présent, cette tribune propose un regard sans complaisance sur ce que célèbre vraiment le Nobel 2025.

Schumpeter : l'économiste qui dialoguait avec Marx

En 1942, Joseph Schumpeter publie *Capitalisme, socialisme et démocratie*. Loin de rejeter Marx, il le considérait comme l'un des plus grands penseurs du capitalisme. Marx avait vu juste sur la nature révolutionnaire du système, sur sa tendance à tout bouleverser. Mais là où Marx prédisait l'effondrement du capitalisme sous ses propres contradictions, Schumpeter proposait une lecture différente : et si ces contradictions étaient précisément son moteur ? Le capitalisme ne progresse pas par amélioration graduelle, mais par vagues de destruction créatrice. La locomotive à vapeur remplace les diligences. L'électricité tue les lampes à huile. Le smartphone enterre Nokia. À chaque fois, c'est brutal pour ceux qui disparaissent. Mais, globalement, nous y gagnons tous : meilleurs produits, prix plus bas, nouveaux emplois ailleurs. Le capitalisme survit en se dévorant lui-même.

Cela invalide-t-il Marx ? Pas si vite. Le capitalisme industriel n'a guère plus de deux siècles. Les crises financières se succèdent. Les inégalités explosent. Le changement climatique interpelle sur la question de la soutenabilité du système. Schumpeter a peut-être décrit comment le capitalisme se régénère, pas démontré qu'il le fera éternellement. Le débat reste ouvert.

Aghion et ses collègues ont passé trente ans à démontrer mathématiquement ce mécanisme schumpétérien. Le résultat ? Dans les pays développés, cette dynamique d'innovation explique l'essentiel de l'enrichissement collectif depuis 1945. Mais est-ce suffisant pour enterrer définitivement les prophéties marxistes ? L'histoire n'est pas finie.

Le problème : l'innovation ne pousse pas toute seule

Regardez l'Afrique, l'Amérique latine, certaines régions d'Asie. Des esprits brillants, des idées à foison, mais une croissance plutôt appauvrissante, puisque les plus pauvres deviennent de plus en plus pauvres. Pourquoi ? Parce qu'une start-up

ne survit pas dans un pays où les contrats ne sont pas respectés, où la corruption paralyse tout, où l'État peut saisir vos biens du jour au lendemain.

L'an dernier, le Nobel d'économie était déjà allé à Acemoglu, Johnson et Robinson pour avoir démontré exactement cela : sans bonnes institutions, pas de prospérité. Même avec toutes les idées du monde.

Aghion le sait mieux que personne. Il a lui-même montré que trop peu de concurrence tue l'innovation (pourquoi innover quand on est en monopole ?), mais que trop de concurrence peut aussi la décourager (si votre concurrent vous copie instantanément, à quoi bon investir ?). Il faut des règles du jeu équilibrées, un État qui protège sans étouffer.

Le credo néolibéral : le marché comme solution universelle

Derrière le vocabulaire académique, Aghion incarne une vision économique très claire. C'est un néolibéral convaincu, dans la lignée de Hayek et Friedman, même s'il se présente volontiers comme pragmatique. Pour lui, la solution à nos problèmes réside dans une plus grande concurrence, davantage de marchés et une plus grande flexibilité. Face à la crise climatique, il prône l'innovation sur le marché. Pour lutter contre les inégalités, il propose des formations et une réorganisation des secteurs peu productifs. Quant au chômage, il mise sur la flexibilisation du travail. L'État a un rôle, certes, mais un rôle d'arbitre, de facilitateur. Jamais d'acteur économique direct. Jamais de planification. Le marché sait, le marché trouve, le marché optimise.

Aghion a d'ailleurs été conseiller de plusieurs gouvernements pro-business, défenseur infatigable de la « libération » de l'économie française, pourfendeur des « rigidités » du marché du travail. Son message est constant : faites confiance aux entrepreneurs, dérégulez, laissez la destruction créatrice opérer. Les perdants ? Ils se reconvertiront. C'est le prix du progrès. Cette vision n'est pas neutre. Elle suppose que les mécanismes de marché sont toujours plus efficaces que l'action collective organisée. Que la « main invisible » d'Adam Smith, mise à jour



par Schumpeter, résoudra tous nos défis. Même le climat.

Les trois piliers de la réussite

Pensez à la Silicon Valley. Pourquoi là-bas et pas ailleurs ? Certes, il y a des entrepreneurs brillants. Mais il y a aussi Stanford et Berkeley qui forment des ingénieurs de classe mondiale. Un système juridique qui protège les brevets. Des investisseurs prêts à financer l'échec. Une culture qui célèbre la prise de risque. C'est Joel Mokyr, le troisième lauréat du Nobel 2025, qui l'a le mieux documenté : la révolution industrielle n'a pas éclaté partout au même moment. Elle est apparue là où les connaissances scientifiques ont rencontré des sociétés capables de les transformer en innovations commerciales.

La recette de la croissance tient en trois ingrédients : oui, l'innovation schumpétérienne, mais aussi des institutions solides et une population éduquée. Sinon, la destruction détruit sans créer. Les chauffeurs de taxi perdent leur emploi, mais aucun d'entre eux n'est préparé à se reconvertir en développeur ou data analyst.

L'intelligence artificielle : test grandeur nature

Parlons de l'éléphant dans la pièce. ChatGPT, Midjourney, les voitures autonomes : nous sommes en pleine vague schumpétérienne. Aghion l'a dit clairement lors de l'annonce du prix : l'IA promet des gains de productivité colossaux. Mais elle pose aussi des questions inédites. Que fait-on des millions d'emplois menacés ? Comment éviter que quelques entreprises tech monopolisent tous les bénéfices ? Et surtout, comment continuer à innover dans un monde où certains pays tentent de refermer leurs frontières ?

Car voilà le paradoxe actuel : au moment même où Aghion reçoit le Nobel pour avoir démontré l'importance de l'innovation ouverte, le protectionnisme gagne du terrain. Les États-Unis et la Chine se livrent une guerre commerciale. L'Europe hésite entre ouverture et repli. Or la destruction créatrice déteste les frontières fermées. Elle a besoin de marchés larges, de circulation des idées, de compétition mondiale.

La question qui dérange : et si on récompensait le mauvais combat ?

Mais il y a un éléphant encore plus gros dans la pièce, et personne n'ose vraiment le regarder en face. Pourquoi le comité Nobel récompense-t-il en 2025 une théorie de la croissance infinie sur une planète aux ressources finies ? Pourquoi consacrer un économiste qui prône toujours plus de marchés, plus de concurrence, plus de croissance, au moment précis où ces recettes semblent nous mener droit dans le mur ? N'est-ce pas comme décerner un prix d'architecture pour concevoir des gratte-ciel toujours plus hauts... sur le Titanic ?

Aghion le sait et il a une réponse toute prête : la destruction créatrice peut nous sauver du changement climatique. Les panneaux solaires qui remplacent le charbon, l'électricité qui tue le moteur thermique, l'agriculture de précision qui rend obsolète l'agriculture intensive. Tout cela, c'est du Schumpeter. La croissance verte n'est pas un oxymore, c'est le résultat d'une destruction créatrice bien orientée. Taxez le carbone, créez un marché du CO₂, subventionnez les technologies propres et le marché fera le reste.

Toujours le marché.

C'est là que le néolibéralisme d'Aghion se révèle pleinement : même face à la crise existentielle du climat, sa solution reste inchangée. Pas de remise en question du



modèle, pas de planification écologique d'ampleur, pas de limitation de la croissance. Juste une foi inébranlable dans la capacité des mécanismes de marché à résoudre les problèmes créés par... les mécanismes de marché. Sauf que, malgré quarante ans d'innovation verte, les émissions mondiales de CO₂ continuent d'augmenter. Sauf que nos voitures consomment moins au kilomètre, mais qu'on roule plus (le paradoxe de Jevons, connu depuis 1865). Sauf qu'avec 2 % de croissance annuelle, on double l'économie mondiale tous les 35 ans. Peut-on vraiment imaginer une planète avec une économie quatre fois plus grosse en 2100, même « verte » ? Le lithium pour les batteries, le cuivre pour l'électrification, les terres rares pour l'électronique : tout cela reste désespérément fini. Le découplage entre croissance et consommation de ressources, ce graal de l'économie verte, reste largement théorique à l'échelle mondiale. Oui, quelques pays européens ont réduit leurs émissions tout en croissant. Mais en comptant les importations (donc les émissions délocalisées en Chine), le bilan est beaucoup moins reluisant.

Le pari faustien du XXI^{ème} siècle

Récompenser Aghion, c'est donc faire un pari. Le pari que la destruction créatrice ira assez vite pour nous sortir de l'impasse avant que la planète ne devienne inhabitable. Que les voitures électriques, la viande de synthèse, la fusion nucléaire, le captage du CO₂ arriveront à temps. Que chaque problème créé par la croissance trouvera sa solution dans... plus de croissance. Que le marché, encore et toujours le marché, s'autorégulera miraculeusement. C'est un pari faustien. Peut-être gagnant. Peut-être perdant. Mais c'est le seul que le néolibéralisme sait encore formuler. Et c'est précisément ce qui rend ce Nobel si révélateur. Depuis les années 1980, cette idéologie gouverne le monde : dérégulation financière, libre-échange absolu, privatisations, austérité budgétaire, flexibilisation du travail. Quarante ans que le credo est le même : libérez les marchés, et la prospérité suivra. Quarante ans que ce modèle creuse les inégalités, précarise le travail et épuise la planète.

La crise financière de 2008 ? On a sauvé les banques et continué comme avant. La montée des populismes ? On a blâmé les électeurs « irrationnels ». Le changement climatique ? On crée des marchés carbone qui ne fonctionnent pas et on attend que Tesla nous sauve.

En récompensant Aghion en 2025, le comité Nobel ne fait pas que célébrer un économiste brillant. Il consacre une vision du monde. Il dit : « oui, ce modèle économique qui domine depuis Reagan et Thatcher reste pertinent. La destruction créatrice, c'est-à-dire le cœur battant du capitalisme néolibéral, demeure notre boussole pour l'avenir ». C'est un choix idéologique majeur, présenté comme une évidence scientifique. Car l'alternative (ralentir volontairement, décroître, questionner le dogme de la croissance perpétuelle) reste impensable pour l'économie mainstream. La décroissance, l'état stationnaire, les limites planétaires, la planification écologique : ces courants existent, mais ils restent marginaux, presque tabous dans les cercles du pouvoir. Pourquoi ? Parce qu'ils remettent en question non pas un modèle économique parmi d'autres, mais le seul que les élites mondiales – formées dans les mêmes universités anglo-saxonnes, évoluant dans les mêmes cercles – savent encore concevoir.

Pourtant, une lecture plus audacieuse

Pourtant, une lecture plus audacieuse de Schumpeter serait possible. Et si la destruction créatrice nous aidait non pas à perpétuer la croissance, mais à en sortir ? Si on laissait mourir l'économie du gaspillage sans la sauver artificiellement ? Si on laissait émerger de nouveaux modèles (économie circulaire, sobriété heureuse, services plutôt que biens) qui détruiraient l'ancien système de surconsommation ?

de Schumpeter serait possible. Et si la destruction créatrice nous aidait non pas à perpétuer la croissance, mais à en sortir ? Si on laissait mourir l'économie du gaspillage sans la sauver artificiellement ? Si on laissait émerger de nouveaux modèles (économie circulaire, sobriété heureuse, services plutôt que biens) qui détruiraient l'ancien système de surconsommation ? Mais cela supposerait d'accepter que certaines destructions ne soient pas suivies de créations équivalentes en volume. Que l'industrie automobile ne soit pas « remplacée » par une industrie automobile électrique de même taille, mais par moins de voitures, plus de transports en commun, plus de vélos. Que l'industrie aérienne rétrécisse plutôt que de verdier. Que certains secteurs disparaissent, point final.

Ce Schumpeter-là, Aghion ne le théorise pas. Parce que ce serait admettre que le marché seul ne peut pas tout résoudre. Que certaines transformations nécessitent une volonté politique qui s'impose au marché, pas qui le facilite. Bref, ce serait sortir du cadre néolibéral.

Ce qu'il faut retenir

Ce Nobel tombe au bon moment – ou au pire moment, selon le point de vue. Il nous rappelle des vérités essentielles, mais soulève aussi des questions vertigineuses. D'abord, l'innovation reste notre meilleure arme contre la stagnation. Tous les pays qui ont durablement prospéré l'ont fait en laissant de nouvelles entreprises bousculer les anciennes. Vouloir « protéger » à tout prix les secteurs menacés, c'est tuer la croissance de demain. Sur ce point, Schumpeter a documenté un mécanisme réel et puissant de régénération capitaliste. La question n'est plus de savoir si ça marche, mais jusqu'à quand.

Ensuite, l'innovation ne suffit pas. Elle a besoin d'un écosystème : des universités performantes, une justice efficace, une régulation intelligente qui encourage sans étouffer. Sans cela, on crée des bulles spéculatives, pas de la richesse durable. C'est là que Schumpeter était incomplet : il n'avait pas suffisamment anticipé l'importance des institutions dans le processus. Et aujourd'hui, on pourrait ajouter : il n'avait pas anticipé les limites planétaires.

Ensuite, le changement a un coût humain qu'on ne peut ignorer. Former

massivement, accompagner les transitions, redistribuer une partie des gains : ce n'est pas du luxe social, c'est une condition de survie du système. Parce que si trop de gens se sentent perdants, ils finiront par bloquer la machine entière. Sur ce point, les avertissements de Marx sur les contradictions du capitalisme restent d'une actualité troublante : un système qui concentre les richesses et exclut les masses finit par engendrer sa propre remise en question.

Enfin, et c'est peut-être la leçon la plus importante : le capitalisme schumpétérien fonctionne, c'est un fait empirique sur près d'un siècle. Mais fonctionnera-t-il encore dans cinquante ans face au défi climatique, aux inégalités croissantes, à l'épuisement des ressources ?

Le verdict de l'histoire

Aghion et sa génération d'économistes seront jugés sur les vingt prochaines années. Si la destruction créatrice nous permet effectivement de décarboner tout en maintenant le bien-être, si l'innovation verte va assez vite, si le découplage devient réalité, ils auront eu raison. Le Nobel 2025 sera vu comme une intuition géniale au bon moment. Les sceptiques auront été des Cassandra, les néolibéraux des visionnaires. Mais si, en 2045, nous nous retrouvons avec +3 °C, des ressources épuisées, des migrations climatiques massives et des conflits pour l'eau potable, malgré toute l'innovation du monde et tous les marchés carbone imaginables, il faudra admettre que le paradigme était insuffisant. Que célébrer la croissance perpétuelle sur une planète finie était une forme d'aveuglement collectif. Que la foi dans les mécanismes de marché relevait davantage de l'idéologie que de la science.

Que faire de ce Nobel ?

Le Nobel d'Aghion n'est pas qu'une consécration académique. C'est un miroir tendu à notre époque. Il révèle ce en quoi nous croyons encore collectivement, ou du moins ce en quoi croient ceux qui décernent les prix et gouvernent le monde : l'innovation, la concurrence, la croissance, le marché.

Ces mécanismes fonctionnent. Personne ne peut le nier. La destruction créatrice a sorti des milliards d'humains de la pauvreté.

Elle a doublé notre espérance de vie. Elle a créé des technologies qui tiennent du miracle. Schumpeter avait raison : c'est un moteur formidable. Mais un moteur n'est pas une destination. Et un mécanisme qui a fonctionné pendant un siècle n'est pas une garantie éternelle. Les grandes extinctions de masse aussi ont « fonctionné » pendant des millions d'années avant de s'arrêter brutalement.

La vraie question n'est donc pas : Aghion mérite-t-il le Nobel ? Oui, mille fois oui, pour l'élégance de ses modèles et la rigueur de ses démonstrations. La vraie question est : que dit ce Nobel de notre incapacité collective à imaginer autre chose ? De notre difficulté à sortir d'un paradigme qui a fait ses preuves, certes, mais qui montre aussi ses limites ?

Marx nous avait prévenus que le capitalisme portait en lui ses propres contradictions. Schumpeter lui a répondu que ces contradictions étaient son carburant. Aghion a démontré mathématiquement comment ce carburant fonctionne. Mais personne n'a encore résolu l'équation centrale de notre siècle : comment faire tourner ce moteur sur une planète qui n'a qu'un seul réservoir, bientôt vide ?

En attendant la réponse, nous avons deux options. Soit nous continuons à faire confiance aveuglément à la destruction créatrice, en pariant que la prochaine innovation résoudra les problèmes créés par la précédente ; un pari faustien, héroïque peut-être, mais dont l'issue reste incertaine. Soit nous acceptons de questionner le paradigme lui-même, de penser la décroissance de certains secteurs, de réinventer ce que signifie « prospérer » au XXI^e siècle. Ce Nobel 2025 restera dans l'histoire. Soit comme la dernière grande célébration d'un modèle avant sa métamorphose nécessaire. Soit comme la preuve que nous avons continué à applaudir les architectes du Titanic pendant que l'orchestre jouait. Dans vingt ans, nous saurons. Et nos enfants nous jugeront sur ce que nous aurons fait de cet avertissement. Le capitalisme de Schumpeter a prouvé qu'il savait survivre en se transformant. La question n'est plus de savoir s'il peut le faire. C'est de savoir s'il le fera assez vite, et dans la bonne direction. Le Nobel d'Aghion célèbre un passé brillant. Reste à savoir s'il éclaire un avenir viable. ■



Lionel Yondo Black , Directeur régional de l'AFD dans le Golfe de Guinée

Le portefeuille du Groupe Agence française de développement (AFD) dans le Golfe de Guinée se situe autour de 9 milliards d'euros d'engagements

Avec un portefeuille de près de 9 milliards d'euros dans le Golfe de Guinée et plus de 240 projets en cours, l'Agence française de développement (AFD) se positionne comme un acteur structurant de la transformation économique, climatique et sociale de la sous-région. Entre pression croissante sur les dettes publiques, urgence climatique, urbanisation accélérée et fragilités sécuritaires, l'institution adapte ses priorités et innove dans ses instruments financiers. Dans cet entretien, la Direction régionale de l'AFD décrypte les dynamiques de croissance, les nouveaux projets, les priorités sectorielles et les partenariats qui redéfinissent aujourd'hui l'action du développement dans le Golfe de Guinée.

Quel est aujourd'hui l'état du stock des engagements et investissements de l'AFD dans votre région, et quelles dynamiques observez-vous en termes de croissance, de décaissements et de nouveaux projets ?

À ce jour, le portefeuille du Groupe Agence française de développement (AFD) dans le Golfe de Guinée se situe autour de 9 milliards d'euros d'engagements sur les huit pays couverts par la Direction régionale : Nigeria, Bénin, Togo, Ghana, Côte d'Ivoire, Guinée, Libéria et Sierra Leone. En ce qui concerne l'AFD, c'est plus de 240 projets en cours d'exécution avec beaucoup d'efforts déployés pour faciliter les décaissements qui produisent des impacts. Ces dernières années, nous observons une dynamique d'ensemble solide, mais très hétérogène selon les pays. La Côte d'Ivoire bénéficie d'une part importante de nos engagements dans la région mais le Bénin affiche une croissance particulièrement soutenue, avec des engagements triplés sur les 5 dernières années. Le Togo et la Guinée connaissent également une progression continue, marquée par la montée en puissance de leurs portefeuilles de projets et l'émergence d'initiatives innovantes. A titre d'exemple, le projet d'extension et de rénovation du Musée national de Guinée Sandervalia, financé à hauteur de 16 M€ en prêt souverain, vise à valoriser le patrimoine culturel guinéen, notamment pour la jeunesse et à renforcer l'attractivité du pays. Le Nigeria maintient une dynamique positive, malgré quelques phases de ralentissement liées au contexte macroéconomique. À l'inverse, notre activité au Ghana est limitée, essentiellement du fait de la situation macroéconomique et des contraintes pesant sur l'Etat en matière d'endettement mais les perspectives sont encourageantes avec l'accord récemment signé avec le FMI.

Quels sont les secteurs prioritaires de l'action dans la sous-région, et comment ces priorités se redéfinissent-elles face aux évolutions économiques, sociales et sécuritaires ?

Dans le Golfe de Guinée, l'action du Groupe AFD s'articule autour de cinq priorités majeures : l'insertion économique des jeunes et le développement du capital humain ; le développement de villes résilientes, créatives et bien connectées ; la transition énergétique et l'adaptation climatique ; le soutien aux territoires fragiles, notamment au Nord ; et enfin l'intégration régionale à travers des partenariats étroits avec les institutions comme la CEDEAO, l'UEMOA, la BOAD ou la BIDC. Ces cinq priorités ne sont pas figées : elles s'actualisent en permanence pour rester alignées sur l'évolution du contexte

économique, social et sécuritaire du Golfe de Guinée. L'accélération de l'urbanisation, la montée des risques climatiques, la pression sur les services essentiels ou encore les fragilités observées dans certaines zones du Nord amènent naturellement à renforcer nos interventions sur la formation et l'insertion des jeunes notamment les femmes, la résilience urbaine, l'énergie bas-carbone et l'appui aux territoires vulnérables. Cette adaptation se fait toujours en cohérence avec les plans nationaux de développement et les stratégies régionales, afin que nos priorités soient systématiquement alignées sur les besoins exprimés par les États et les institutions sous-régionales. Ces priorités se traduisent très concrètement sur le terrain à travers des projets structurants que nous co-construisons avec les États et nos partenaires.

Le projet « Tamale, ville résiliente », que nous soutenons depuis 2025 avec l'Union européenne dans le cadre du programme gouvernemental Sustainable Cities, en est une illustration concrète. Cofinancé à hauteur de 23,4 M€ par l'UE et 5 M€ par l'AFD, il vise à améliorer la résilience de la capitale régionale du Nord Ghana face aux inondations et aux vagues de chaleur, grâce à une meilleure gouvernance urbaine, des infrastructures de gestion des eaux pluviales et le recours à des solutions fondées sur la nature. Ce type d'initiative traduit notre volonté d'accompagner une urbanisation plus durable, inclusive et adaptée aux réalités locales.

Cette logique s'applique également au renforcement du capital humain, avec des initiatives comme le Centre de Formation aux Métiers de l'Industrie (CFMI) au Togo. Soutenu par l'AFD depuis 2012 et situé au cœur de la zone industrielle portuaire de Lomé, ce centre accueille plus de 200 apprenants chaque année, et plus de 1 000 jeunes y ont été formés depuis 2015. Son modèle de gouvernance public-privé mobilise directement les professionnels du secteur industriel et s'appuie sur des filières diversifiées ainsi que sur des équipements pédagogiques de pointe. Il permet ainsi de former des profils immédiatement opérationnels, en adéquation avec les besoins des entreprises locales.

Le climat est devenu un paramètre central du développement. Quelle est l'approche stratégique de l'AFD pour intégrer la transition climatique au cœur de ses interventions ?

Nous considérons que la transition climatique n'est plus une option, c'est le cœur de la politique d'investissement solidaire et durable de la France que porte le Groupe AFD. L'AFD s'est fixée un engagement clair : que l'ensemble des financements soit compatible



avec l'Accord de Paris. Nous veillons ainsi à ce qu'aucun projet soutenu n'aille à l'encontre de la réduction des émissions de gaz à effet de serre ou de l'adaptation aux impacts du changement climatique.

Le climat est devenu l'un des principaux déterminants de la stabilité, de la prospérité et même de la sécurité dans le monde. C'est un enjeu géopolitique majeur porté par le gouvernement français et que le Groupe AFD décline dans les pays d'intervention. À l'AFD, nous partons d'un constat simple : il n'y aura pas de développement durable si les trajectoires économiques ne s'alignent pas sur un monde bas-carbone et résilient.

Notre action climat repose sur trois piliers : l'atténuation, l'adaptation et l'appui aux trajectoires nationales bas-carbone et résilientes. Nous intervenons pour limiter les émissions, réduire la vulnérabilité des populations exposées et accompagner les États dans l'élaboration de leurs stratégies de long terme. Il s'agit pour le Groupe AFD d'une exigence opérationnelle qui nous conduit à revoir la manière dont nous finançons l'énergie, les villes, l'agriculture, les transports ou encore les services publics. Chaque projet se doit d'être un levier de transformation, pas une partie du problème.

Mais le climat, ce n'est pas seulement réduire les émissions. Pour beaucoup de pays partenaires – notamment en Afrique de l'Ouest – c'est d'abord une question de résilience, d'accès à l'eau, de sécurité alimentaire, de préservation des ressources et de justice sociale. La transition climatique doit bénéficier aux populations : créer des emplois, moderniser les économies, renforcer les États et améliorer la qualité de vie. Nous refusons l'idée d'une transition punitive : notre objectif est une transition juste.

Nous agissons également sur le terrain diplomatique et financier. L'AFD fait partie de ceux qui portent la voix d'une finance internationale alignée sur les objectifs climatiques, avec des partenariats renforcés entre banques publiques de développement, institutions européennes et fonds dédiés. Le système financier doit évoluer, et nous travaillons à cette transformation au sein de Team Europe et à travers des coalitions mondiales comme Finance in Common. Enfin, nous devons collectivement changer d'échelle. Le climat est un défi mondial mais ses conséquences sont locales : sécheresses, inondations, migrations, tensions sociales. Pour cela, nous mobilisons l'ensemble des instruments du Groupe AFD : prêts souverains et non souverains, aides budgétaires, garanties, investissements via les filiales du Groupe AFD, Proparco et Expertise France. En 2024, notre finance climat s'est élevée à 7,7 milliards d'euros, dont 3,1 milliards d'euros dédiés à l'adaptation, et plus d'un tiers des financements présentent un co-bénéfice biodiversité.

Comment l'AFD concilie-t-elle ses financements climat avec les besoins immédiats des États en matière de résilience, d'adaptation et d'atténuation, notamment dans des économies sous forte pression ?

La clé, c'est la co-construction. Le Groupe AFD accompagne les États dans la définition de trajectoires réalistes, alignées à la fois sur leurs priorités de développement et sur leurs engagements climatiques. Dans le Golfe de Guinée, cette démarche s'appuie notamment sur la Facilité 2050, qui a permis par exemple d'appuyer le Nigeria dans l'élaboration de sa



Stratégie de Développement Bas Carbone à Long Terme présentée à la COP28.

Cette logique permet de définir des objectifs adaptés aux réalités nationales, d'identifier les priorités d'investissement publics et privés, et d'éclairer les décisions de court terme, notamment dans le cadre des révisions des Contributions Déterminées au niveau National (CDN), c'est-à-dire les engagements climatiques que chaque État se fixe pour orienter sa trajectoire de réduction des émissions et d'adaptation. Le programme AdaptAction, mis en œuvre par Expertise France, filiale du Groupe AFD, illustre également cette approche en ayant soutenu la mise à jour des CDN au Togo, au Bénin ou en Côte d'Ivoire.

L'intermédiation financière joue aussi un rôle central : via les banques publiques de développement, y compris la BOAD avec laquelle nous déployons des lignes de crédit ciblées sur l'efficacité énergétique et la maîtrise de l'énergie. A travers le programme Transforming Financial Systems for Climate, nous accompagnons également la Banque Nationale d'Investissement de Côte d'Ivoire dans le renforcement de ses opérations de finance durable, notamment via une ligne de crédit de 60 M€ et une assistance technique de 1,5 M€. Il s'agit là, d'une opération soutenue par le Fonds vert pour le climat et qui constitue une première dans la zone UEMOA. Cette logique intégrée se traduit également dans des projets structurants comme Omi Eko à Lagos, qui massifie le transport fluvial électrique, réduisant les émissions tout en améliorant la mobilité urbaine et la résilience d'une mégapole côtière exposée aux aléas climatiques.

La crise de la dette réduit la marge de manœuvre de nombreux États africains. Comment l'AFD appréhende-t-elle ce contexte, et quelles pistes propose-t-elle pour maintenir des financements soutenables et efficaces ?

La crise de la dette est aujourd'hui une réalité partagée, y compris dans nombre de pays contributeurs à l'aide publique au développement, dans un contexte où les ressources concessionnelles se raréfient. Nous avons dû intégrer ces contraintes pour les pays du Golfe de Guinée. Les marges de manœuvre budgétaires se resserrent, les taux d'intérêt augmentent, et les besoins sociaux, climatiques et sécuritaires sont immenses. Dans ce contexte, notre rôle à l'AFD est clair : éviter que cette crise ne se transforme en crise de développement. Cela veut dire que nous devons agir avec responsabilité en faisant en sorte que nos financements soient soutenables et compatibles avec la trajectoire de dette de chaque pays. Nous travaillons main dans la main avec les autorités nationales, le FMI et la Banque mondiale pour sécuriser une programmation financière qui n'aggrave pas les vulnérabilités mais, au contraire, renforce la capacité des États à investir dans l'avenir. Notre rôle est de chercher à débloquent de nouvelles marges et sources de financement, faire preuve d'innovation financière. Le Groupe AFD développe des approches qui combinent réformes des politiques publiques, financements concessionnels, garanties, mobilisation des banques publiques et du secteur privé, développement des partenariats européens et soutien aux partenariats publics/privés. Avec l'Union européenne, via les garanties d'Investissements, nous sommes capables de réduire le risque, d'allonger les maturités des crédits et de réorienter des capitaux privés vers des projets d'impact. C'est indispensable. L'AFD participe de manière active au plaidoyer pour une évolution du système financier international. La crise actuelle montre que les pays émergents et africains doivent pouvoir accéder à des flux de financement plus prévisibles, plus contrat-cycliques et mieux adaptés aux chocs climatiques. C'est tout le sens de l'agenda porté par le Président de la République française et décliné par l'AFD

Lionel Yondo Black est le directeur général de l'Agence française de développement (AFD) dans le Golfe de Guinée depuis septembre 2022, en succession de Mathieu Discour. Il a occupé plusieurs fonctions au sein de l'AFD : Directeur d'Agence dans le réseau en Mauritanie puis au Comores, Responsable Pays au sein du département Afrique en charge de l'Ethiopie, Djibouti et Soudan, ainsi que Conseiller Juridique Principal au département des opérations de l'AFD. Ces expériences ont été l'occasion de participer avec les agences locales de l'AFD à la mise en place et au suivi de financements dans de nombreux secteurs déterminants pour le développement, en collaboration avec les ambassades de France et les différents partenaires techniques et financiers (Banque mondiale, Union Européenne, BAD, ...). Au sein du département Afrique, il a également animé les thématiques relatives au partenariat public-privé (PPP) et au secteur privé. Avant l'AFD, Lionel Yondo a passé cinq années au département «Trade & Competiveness» de la Banque mondiale en tant que Chargé d'opérations senior pour des programmes de réforme et d'appui destinés à soutenir le développement du secteur privé et des infrastructures. Ex-Avocat au Barreau de Paris, il a eu l'opportunité de travailler pour plusieurs cabinets d'avocats internationaux sur des projets dans le domaine des infrastructures, des services financiers, de l'agro-industrie ainsi que de l'éducation et de la santé. À ce titre, il a contribué à la négociation de nombreux contrats et réformes institutionnelles impliquant des États, des institutions financières, des entreprises publiques ou commerciales. Titulaire d'un Master de Droit Bancaire et Financier, et d'un Master d'Etudes Africaines obtenus à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, il est titulaire du CAPA (Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat) obtenu à l'Ecole de Formation du Barreau de Paris. Etudiant à l'IEP Lille, Lionel Yondo est par ailleurs diplômé de l'ENA et de l'Université Paris-Dauphine où il a obtenu un Master de Gestion Publique (MPA).

: réformer l'architecture financière mondiale, mobiliser davantage les banques publiques de développement à travers Finance in Common, et bâtir un cadre plus juste pour les restructurations de dette. En parallèle, nous accompagnons les États sur les enjeux de gouvernance financière, notamment la mobilisation des ressources intérieures, l'efficacité de la dépense publique et le renforcement des cadres macro-budgétaires. Ces évolutions sont essentielles pour restaurer durablement des marges de manœuvre.

Il est également primordial de soutenir le développement des secteurs productifs, créateurs de richesses. Cela favorisera la diversification des économies de la région et ouvrira le chemin vers l'industrialisation qui passera par la transformation locale des produits. Notre approche est simple : soutenir les États sans les fragiliser, financer la transformation sans accroître le risque, et bâtir des solutions nouvelles pour un développement réellement soutenable.

Dans un environnement où les acteurs du développement doivent innover, quels nouveaux instruments, mécanismes de financement ou partenariats l'AFD met-elle en œuvre pour mieux accompagner les États et le secteur privé ?

Nous sommes entrés dans une nouvelle ère du développement, marquée par des besoins immenses – climatiques, sociaux, numériques, sécuritaires – et par des marges de financement plus contraintes. Dans ce contexte, innover n'est plus un choix : c'est une obligation pour continuer à accompagner les États et le secteur privé de manière pertinente. Le Groupe AFD s'est engagé dans une démarche profonde d'innovation en finance du développement, portée par ses travaux internes et par des échanges internationaux, notamment lors de la Conférence de Séville. Cette dynamique vise à moderniser les outils, renforcer les partenariats et mieux mobiliser les ressources publiques et privées.

Elle se traduit aujourd'hui par un élargissement de la gamme des solutions que le Groupe AFD peut proposer : des prêts de politique publique plus stratégiques pour soutenir les réformes ; des garanties beaucoup plus puissantes, notamment grâce à l'Union européenne via InvestEU, permettant de mobiliser des capitaux privés vers les infrastructures et les PME ; des instruments climat spécifiques, incluant l'adaptation, la biodiversité ou les solutions fondées sur la nature et des outils nouveaux comme les swaps dette-climat, qui peuvent libérer des marges budgétaires pour les pays vulnérables. Enfin, le recours croissant à des financements non souverains pour répondre à un besoin très concret : accompagner directement les institutions publiques nationales, les banques locales et les entreprises afin de favoriser des investissements qui n'alourdisent pas

l'endettement des États. Ces instruments permettent aussi d'agir au plus près des réalités économiques et de renforcer les capacités des acteurs locaux.

Au Bénin, par exemple, nous avons octroyé l'an dernier un prêt de politique publique pour accompagner la stratégie culturelle structurante portée par le gouvernement – le tout premier appui budgétaire jamais accordé dans ce secteur, illustrant la flexibilité de nos instruments et leur capacité à soutenir des réformes au-delà des domaines traditionnels. En outre notre partenariat avec la Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin et les banques publiques de la sous-région permettent de renforcer la mobilisation de l'épargne domestique, de structurer des outils financiers adaptés et d'appuyer l'intermédiation bancaire au plus près des PME. À cela s'ajoutent les interventions de Proparco, à travers des lignes de crédit dédiées et des garanties déployées auprès d'institutions financières privées et d'entreprises. Par ailleurs, le Groupe AFD contribue au renforcement des écosystèmes entrepreneuriaux dans le cadre des initiatives Choose Africa porté par le Président de la République française, dont la deuxième phase est en déploiement au Bénin, Togo et en Côte d'Ivoire notamment. A titre d'illustration, le projet GUDE-PME en Côte d'Ivoire, financé à hauteur de 80 millions d'euros permettra d'accompagner 60 000 projets entrepreneuriaux.

Quel est aujourd'hui l'état de la coopération de l'AFD avec les autres institutions de développement, et comment pourrait-elle évoluer pour mieux répondre aux défis communs ?

La coopération entre institutions de développement n'a jamais été aussi nécessaire qu'aujourd'hui. L'AFD l'a comprise très tôt et a fait le choix d'être un bâtisseur de coalitions, un acteur qui relie, qui fédère et qui entraîne. Notre coopération bilatérale et multilatérale est aujourd'hui dense et structurée.

Nous travaillons étroitement avec les institutions européennes, dans une logique intégrée de Team Europe, qui nous permet de mutualiser les garanties, les subventions et l'expertise. Nous structurons avec les banques multilatérales comme la Banque mondiale, la BAD, la BID ou l'AfIB des cofinancements de programmes de grande ampleur. Nous nous engageons avec les fonds climat – FEM, FVC, Adaptation Fund à mobiliser davantage de ressources concessionnelles. Enfin, l'AFD s'associe avec les banques publiques de développement du monde entier.

C'est dans cet esprit qu'a été lancé "Finance in Common", une coalition unique qui rassemble plus de 500 banques publiques de développement où nous participons activement, montre la force d'un réseau mondial qui représente plus de 2 500 milliards de dollars d'actifs. Ensemble, elles financent

près de 10 % de l'investissement mondial : c'est un levier considérable pour aligner la finance publique sur le climat, la biodiversité, l'égalité femmes-hommes et les ODD. En créant ce mouvement, l'AFD a voulu donner un cadre commun, une voix commune et une ambition partagée à cette famille d'institutions.

Dans le Golfe de Guinée, la dynamique de coopération est aujourd'hui solide et structurée, portée par un dialogue partenarial continu qui permet d'aligner nos interventions avec les stratégies nationales et régionales.

En Team Europe, nos coopérations avec la BEI, la KfW et l'Union européenne sont très actives, notamment dans le secteur énergétique, et près de 15 % de nos concours sont aujourd'hui financés via des crédits délégués par l'Union Européenne dans la sous-région.

Nos partenariats avec les banques multilatérales jouent un rôle déterminant. Avec la Banque africaine de développement, nous gérons un portefeuille d'environ 1 milliard d'euros dans le Golfe de Guinée, couvrant notamment l'énergie, l'appui au secteur privé et l'entrepreneuriat. Sur le plan régional, notre collaboration avec les institutions financières est également majeure. Les encours de l'AFD auprès de la BOAD s'élèvent à près de 230M €, et à environ 145 M€ auprès de la BIDC qui ont permis d'appuyer le renforcement de capacités de ces banques et d'accroître leurs offres de crédits en matière d'infrastructures de services public marchands, de développement agricole et d'énergie durable.

Par ailleurs, notre partenariat avec la CEDEAO, représente un portefeuille de financement d'environ 300 millions d'euros en soutien à l'opérationnalisation de politiques régionales majeures : facilitation des échanges, marché de l'énergie (WAPP), politique agricole ECOWAP et dispositifs de résilience sociale.

Nous continuerons à travailler étroitement avec les États, les organisations régionales et les banques de développement afin d'accompagner les transformations engagées dans le Golfe de Guinée notamment en renforçant la programmation de ces partenariats. La transformation de l'architecture financière internationale est en marche, et notre partenariat doit s'adapter en harmonisant nos méthodes, nos approches de la dette et nos outils de financement d'évaluation tout en favorisant les financements basés sur les résultats.

Il est important de faire preuve d'intelligence géographique notamment en renforçant les plateformes locales entre agences de développement, banques publiques, États et acteurs privés. La réponse aux besoins doit se construire là où vivent les populations et là où émergent les solutions. C'est la manière la plus appropriée et collaborative de répondre aux aspirations des pays partenaires.

**Propos recueillis
par Adama Wade**



À contre-jour



Par Adama Wade

Ces millionnaires africains qui quittent le continent

Trois thèmes auront dominé l'année 2025 : l'augmentation vertigineuse des dettes publiques ; la révision des contrats miniers et, plus largement, des engagements de l'État vis-à-vis des partenaires au développement, sur fond de souverainisme populiste ; enfin, le spectre des coups d'État réels ou imaginaires, provoqués ou subis qui plane sur nos jeunes et fragiles démocraties. Le premier phénomène réduit la capacité financière des États, qui ont payé 89 milliards de dollars en 2024 au seul titre du service de la dette. Le second, symbolisé par le coûteux bras de fer opposant le Mali à Barrick ou par le contentieux entre Djibouti et DP World sur le terminal de Doraleh, démontre que nos pays investissent trop souvent temps et argent dans des procédures d'arbitrage qu'ils auraient pu éviter si la raison l'avait emporté sur l'émotion au moment de décider. Quant aux coups d'État, ils constituent des « comptes d'exploitation irrationnels » : leurs surcoûts se répercutent sur les taux d'intérêt de la dette souveraine, le pricing des crédits documentaires, les notations des agences et les décaissements du FMI suspendus,

et derrière eux, ceux des autres bailleurs. Bien évidemment, s'agissant de la dette, au risque de nous répéter, c'est l'histoire du bon et du mauvais cholestérol : que la dette publique totale (intérieure + extérieure) des pays africains ait été multipliée par quatre depuis le début des années 2000 pour atteindre environ 2 000 milliards de dollars en 2024 n'est pas une tragédie, tant qu'elle finance les infrastructures et les services de base sans lesquels tout développement humain reste factice. Les deux autres phénomènes, eux, produisent un même effet : l'insécurité juridique, qu'elle touche les actifs publics ou privés. Les protestations visant la « sur-perception » du risque africain contiennent des vérités. Mais dans le fond, la sévérité de cette perception reflète les cas fréquents d'expropriation, de violations de propriété privée, ou d'imprévisibilité législative et fiscale. Dans ce climat d'insécurité juridique, les Africains fortunés quittent le continent pour des horizons plus stables. Selon Henley & Partners, 18 700 millionnaires africains auraient quitté l'Afrique au cours de la dernière décennie. Comment inciter ces détenteurs d'actifs à

rester si, du jour au lendemain, un coup d'État, une loi téléguidée ou un redressement fiscal commandité peut les déposséder ou les envoyer en prison ?

Dans un monde où les économies sont en compétition, l'Afrique doit ajuster son environnement des affaires pour attirer les IDE. Aux Émirats arabes unis, le taux d'impôt sur le revenu personnel est de... 0 %. On peut la critiquer, mais il faut en convenir : la flat tax portugaise pour non-résidents a généré plus de recettes en IDE qu'elle n'a coûté. Idem pour l'Italie. Devons-nous continuer à rire du Golden Green Card à la Donald Trump sans en tirer les leçons, nous qui imposons des cartes de séjour à 860 000 francs à d'autres Africains tout en nous proclamant panafricanistes et favorables à la ZLECAf ?

Nous qui multiplions visas de sortie, autorisations préalables et barrières non tarifaires ?

Face à tant d'obstacles, heureusement, les acteurs du secteur privé ont choisi de rester, de résister à l'appel d'ailleurs. Les 100 personnalités présentées dans ce journal incarnent un modèle réduit de l'économie, de la finance et du développement africains. ■

LE MENSUEL DES AFFAIRES Financial Afrik

Directeur général
Dia El Haj Ibrahima, Nouakchott

Directeur de publication
Adama Wade
adama.wade@financialafrik.com

Rédacteur en chef
Messanh Ledy, Lomé

Grand reporter
Rodrigue Fenelon Massala
Christine Holzbauer, Paris

Rédaction
Dominique Mabika, FA TV
Messanh Ledy, Lomé
Albert Savana, Abidjan
Amadjiguène Ndoeye, Dakar
Christine Holzbauer, Paris
Alexandre Varel, Paris
Zineb Filali, Casablanca
Issouf kamagate, Abidjan
Mamadou Diallo, Conakry
Nathanael Mavinga, Kinshasa
Muthoga Mungania, Kenya

Chroniqueurs
Maria Nadolu, Bucarest

Ambassadeur itinérant
Balla Moussa Keita

Représentation Maroc
Ibrahima Thiam
it@regieafricacible.com

Représentation France Togo-Bénin
Daniel Djagoué

Administration
Ariane Adissa, Dakar

Production
Conception, Réalisation & web marketing
Diye Sarr, Dakar
Mayo Sow, marketing Nouakchott

Webmaster

Foulah Baldé
Caméra FA TV et Radio
Gilvès Naélvis Embounou Likibi
Abdoulaye Ba, Dakar
Mariam Haidara, Nouakchott
Soraya Bakary, Côte d'Ivoire

Événementiel: Financial Afrik Awards
Chef de projet
Tchioukoye Oumar SOW

Distribution
Prestalis, France
Sénégal, Mauritanie, Tunisie, Mali, Côte d'Ivoire, Maroc, Gabon, Bénin, Togo, Brazzaville, Ethiopie

Dossier de presse
2013/99
Impression:
IMPRIMERIE DU CENTRE
www.groupekassir.com

FinancialAfrik est édité par l'agence 3MC.com (Nouakchott) et Intermedia SARR (Dakar)
contacts: redaction@financialafrik.com



jti CERTIFIÉ

jti Journalism Trust Initiative



Certificat IRISQ-JTI-CE0124

FINANCIAL AFRIK

Liberté 6 extension, VDN, Dakar, Villa Lot 07
11400 Dakar
Dakar Sénégal

a été certifiée de manière indépendante selon le programme de la JTI et l'Accord d'atelier du CEN n° 17493:2019

Ce certificat est valable du 19 Juillet 2024 au 18 Juillet 2026 et reste valide jusqu'à décision satisfaisante à l'issue des activités de surveillance.

Le certificat couvre la production médiatique, la gestion d'entreprise de presse, la qualité des productions et la fiabilité de l'information des marques Financial Afrik et Kapital Afrik.



Autorisé par
El Hadj Macoumba NDOUR
IRISQ
Route du Front de Terre
Immeuble des Dunes Liberté 6, Dakar Sénégal
(+221) 33 887 73 85 - 77 244 49 14 - https://www.irisq.sn

Ce document est un certificat électronique authentique destinée à l'usage professionnel du client uniquement. Les versions imprimées du certificat électronique sont autorisées et seront considérées comme copies. Ce document est délivré par le cabinet sous réserve des Conditions Générales JTI/RSF pour les services de certification disponibles. Nous attirons votre attention aux clauses contenues sur la limitation de responsabilité, d'indemnisation et de juridiction. Ce document est protégé par le droit d'auteur et toute altération non autorisée, contrefaçon ou falsification du contenu ou de l'apparence de document est illégale.



20
25

TRANSFORMONS
L'AFRIQUE !



Nous croyons en l'Afrique de demain.
Une Afrique consciente de son potentiel énorme,
qui transforme ses défis en opportunités.
Une Afrique plus forte et plus prospère...
C'est pourquoi, nous renouvelons
notre engagement à vos côtés.

www.mansabank.com

FORGÉE PAR NOS RACINES, TOURNÉE VERS L'AVENIR



MANSA BANK





100 LES

QUI TRANSFORMENT L'AFRIQUE

Ils sont cent, et pourtant ils valent bien davantage que la simple addition de leurs parcours : un faisceau de volontés, une constellation de trajectoires, un précipité d'ambition et d'endurance. Ce classement est d'abord un hommage non pas aux institutions, ni aux slogans, mais aux entrepreneurs qui, chaque jour, prennent le risque africain à bras-le-corps, et à ceux qui, depuis la sphère publique, œuvrent patiemment à en corriger les aspérités par des politiques pertinentes, parfois courageuses, souvent impopulaires. Dans un contexte continental traversé par les incertitudes géopolitiques, la volatilité des matières premières et la tyrannie des marchés,

apparaissent ici celles et ceux qui, par leurs décisions, infléchissent réellement la courbe du possible. Ils viennent de tous les horizons de la finance : capitaux-investisseurs, banquiers universels, bâtisseurs d'empires, fondateurs de fintechs, artisans de l'assurtech, stratèges du capital-investissement ou régulateurs sourcilleux. Parmi eux, des ministres des Finances qui auront réussi, dans l'année la plus tourmentée de la décennie, à tenir les grands équilibres macroéconomiques, à maintenir à distance le mur de la dette par une gestion active, méthodique, parfois audacieuse, et à conserver prouesse discrète le moral des investisseurs. À leurs côtés, des CEO inspirés

qui consolident leur leadership par l'innovation, des forces montantes dont le nom s'imposera bientôt, et des vétérans qui prolongent, avec la même exigence, la longue tradition des bâtisseurs africains. Car l'Afrique n'est jamais ce qu'elle promet : elle est ce que ses filles et ses fils en font. Dans ce continent-laboratoire où tout se cherche, tout se tente, tout se discute, il faut savoir naviguer dans l'incertitude comme dans un brouillard épais. C'est pourquoi figurent également dans ce classement des économistes, des analystes, des stratèges familiers du risque africain et des cycles politiques aléatoires. La prospective, ici, n'a rien d'un art divinatoire : elle sert de boussole, de point de repère mobile, d'instrument fragile mais indispensable pour orienter l'action publique et les décisions privées. Reste une ombre, tenace, presque douloureuse : la faible représentation des femmes dans cette édition. Non pas par choix éditorial, encore moins par ignorance, mais parce que ce classement reflète une réalité froide, un diagnostic sans fard de notre époque. Tant que les femmes auront moins accès à la terre, au capital, aux réseaux de décision ; tant qu'elles siégeront peu dans les conseils d'administration et qu'elles porteront encore, seules, la charge invisible des sociétés, elles demeureront les grandes absentes des élites financières du continent. Ce n'est pas une fatalité, mais un signal. Un avertissement. Un rappel que la transformation africaine, pour être complète, devra devenir inclusive. Ces cent-là montrent la voie, chacun dans son style, chacun avec ses contraintes, chacun avec son horizon. Ils incarnent une Afrique en mouvement, parfois fragile, toujours volontaire. Une Afrique qui ne se contente plus d'être observée : elle s'invente, elle se transforme, elle se raconte, et surtout, elle se construit. ■

Financial Afrik
Toute la finance africaine
AWARDS
7TH EDITION
#7FAA

100 QUI
LES TRANSFORMENT
L'AFRIQUE

**PUBLIC PRIVATE PARTNERSHIPS
AS AN ALTERNATIVE TO PUBLIC DEBT**

■ ARAB AFRICA ROUNDTABLE

■ INVEST IN GAMBIA

INSCRIPTION



**22 & 23
JANUARY 2026**

SIR DAWDA KAIRABA JAWARA
INTERNATIONAL CONFERENCE CENTER
BANJUL, GAMBIA

<https://www.financialafrik.com/>
<https://www.financialafrik.com/en>
Infos: redaction@financialafrik.com



LES MEILLEURS MINISTRES AFRICAINS DES FINANCES

1.Sierra Leone - Sheku Ahmed Fantamadi Bangura



En 2025–2026, le ministre des Finances Sheku Ahmed Fantamadi Bangura s’est imposé comme l’architecte de la stabilisation macroéconomique de la Sierra Leone. Sous sa direction, le pays a enregistré un tournant décisif : l’inflation est tombée à 4,4 %, son plus bas niveau en vingt ans, tandis que la dépréciation du Leone est restée contenue à moins de 1 % sur un an. Le déficit primaire est repassé en territoire positif, avec un surplus domestique de NLe 1,4 milliard, signe tangible de consolidation budgétaire. Bangura a mis en place une stratégie rigoureuse visant à maîtriser l’évolution des dépenses, notamment la masse salariale stabilisée autour de 4,2 % du PIB, l’amélioration du pilotage de trésorerie et le resserrement des procédures de contrôle. Côté dette, l’encours total s’établit à 3,2 milliards USD, un niveau jugé globalement soutenable, même si le ratio service de la dette sur recettes domestiques reste élevé et constitue une priorité d’action pour 2026.

2.Ghana - Dr Cassiel Ato Forson



À la veille du Budget 2026, le ministre ghanéen des Finances, Dr Cassiel Ato Forson, s’apprête à présenter une stratégie axée sur la stabilisation macroéconomique. La dette publique, incluant les emprunts garantis, a reculé à 43,8 % du PIB à fin juin 2025, contre 63,3 % un an plus tôt . Le stock nominal de dette s’établit à GHS 612,96 milliards (environ 59,4 milliards USD), soit une baisse de 20,3 % par rapport au trimestre précédent. L’inflation, autrefois élevée, est revenue à 8 % en octobre 2025, après 9,4 % en septembre . Pour accompagner cette dynamique, la Banque du Ghana a réduit son taux directeur à 25 %, estimant les anticipations d’inflation désormais maîtrisées . Dr Forson insiste également sur la nécessité de contenir le déficit budgétaire en renforçant les recettes internes et en limitant les engagements coûteux. Le Budget 2026 devrait ainsi consolider la discipline budgétaire tout en soutenant la croissance et l’investissement privé.

3. Guinée - Mourana Soumah

Nommé le 13 mars 2024, le ministre guinéen de l’Économie et des Finances, Mourana Soumah, conduit une stratégie macroéconomique marquée par un assainissement rigoureux et une modernisation des comptes publics. Le rebasage du PIB, qui a révélé une hausse structurelle de plus de 51 %, a porté le PIB nominal 2024 à 36,3 milliards USD, renforçant la crédibilité statistique du pays. Cette opération a mécaniquement ramené le ratio dette/PIB à 29 %, contre près de 45 % auparavant, améliorant la soutenabilité de la dette. Entre 2021 et 2024, la Guinée a affiché une croissance moyenne de 6,1 %, soutenue par le dynamisme minier et les investissements publics ciblés. L’inflation a nettement reculé pour atteindre 3,5 % fin 2024, tandis que le déficit budgétaire reste maîtrisé autour de 3 % du PIB. En septembre 2025, Conakry a obtenu sa première notation souveraine, un B+ perspective stable attribué par S&P Global Ratings, saluant la discipline budgétaire, la gestion prudente de la dette et la solidité des perspectives minières.



4. Gabon - Henri-Claude Oyima

Henri-Claude Oyima, ministre d’État en charge de l’Économie du Gabon, conduit une stratégie de stabilisation visant à maîtriser une dette publique qui dépasse 7 179 milliards de FCFA, soit près de 74 % du PIB. L’inflation, contenue autour de 1,4 %, offre une marge de manœuvre pour l’ajustement budgétaire. La croissance, attendue entre 1,9 % et 2,4 %, reste modérée, freinée par les contraintes financières accumulées. Dans ce contexte, Oyima a engagé des réformes décisives, dont l’annulation de la dette intérieure antérieure à 2023, la mise en place de contrôles financiers biannuels, et le renforcement de la discipline budgétaire pour réduire un déficit projeté autour de –3,8 % du PIB. Ces mesures s’accompagnent d’une réforme du secteur bancaire et d’un recentrage du pilotage macroéconomique pour sécuriser les paiements publics et assainir les circuits financiers. L’objectif est clair : restaurer la crédibilité financière de l’État, relancer l’activité, et réorienter l’endettement vers les infrastructures, l’industrialisation et la diversification, plutôt que vers le fonctionnement courant de l’administration.



5. Angola - Vera Esperança de Sousa

Sous le leadership de la ministre Vera Esperança dos Santos Daves de Sousa, l’Angola termine 2025 avec un profil macroéconomique nettement amélioré malgré un environnement international difficile. L’inflation, qui avait culminé à 31 % en 2024, suit désormais une trajectoire clairement désinflationniste, retombant autour de 17-18 % fin 2025. La croissance reste positive, attendue entre 2 % et 3 % après un rebond marqué de 4,4 % en 2024. Le déficit budgétaire est contenu à –2,8 % du PIB grâce à une stricte maîtrise des dépenses et à une meilleure mobilisation des recettes hors pétrole. Le fait le plus marquant demeure la réduction continue de la dette publique : d’un pic de crise supérieur à 120 % du PIB en 2020, elle s’établit désormais autour de 62 % en 2025, soit l’une des baisses les plus spectaculaires du continent. Les réformes de gestion de la dette allongement des maturités, réduction des financements adossés au pétrole, recours accru aux prêts concessionnels consolident cette dynamique. Soutenue par une Loi de stabilité budgétaire renforcée et par la poursuite des réformes structurelles, la ministre Daves de Sousa ancre la transition de l’Angola vers davantage de stabilité, de transparence et de résilience.



Tableau (classement ministre des Finances)

	Dette/ PIB	Inflation	Déficit	Croissance	Leadership	Total
Sierra Leone	49	4,4	3,2	4,7	4	28,1
Ghana	43,8	8	3,9	5,5	2	27,8
Guinée	52	3,5	3	7,1	3	27,6
Gabon	74	1,4	5	2,4	4	2
Angola	62	18	2,8	3	3	0,5

Méthodologie

Sur la dette publique exprimée en pourcentage de PIB : le point d’équilibre est de 70%. Au-delà, le surplus est comptabilisé comme des points en moins. En deçà, la différence vient s’ajouter à la note. **Sur l’inflation comme sur le déficit** : le point d’équilibre est de 3%, le même raisonnement logique retenu pour la dette appliqué. **Sur la croissance** : le taux de croissance est comptabilisé en points équivalents. **Le leadership** traduit la capacité à mobiliser des fonds, à conduire des réformes et à faciliter l’environnement des affaires.

LES 5 GOUVERNEURS DE BANQUE CENTRALE

Yvon Sana Bangui, Gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC)



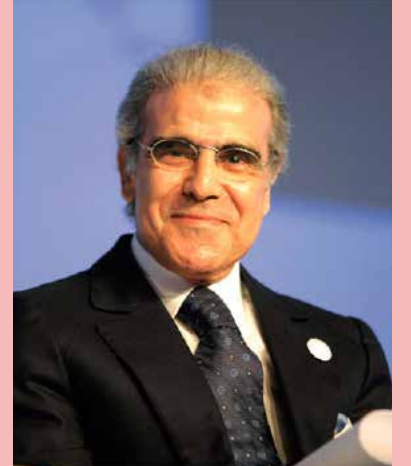
Yvon Sana Bangui, Gouverneur de la BEAC depuis février 2024, a consacré son année 2025 à moderniser en profondeur le système financier de la CEMAC. Il a renforcé l'encadrement du Mobile Money, dont les transactions ont atteint près de 29 000 milliards FCFA, en privilégiant interopérabilité, sécurité et protection des usagers. Il a accéléré la mise en œuvre de l'agrément bancaire unique, clé de l'intégration financière régionale. Sur le plan prudentiel, il a piloté l'adoption des normes Bâle II et III, relevé les exigences de capitalisation et durci les dispositifs LBC/FT. Sana Bangui a également travaillé à fluidifier les opérations internationales tout en renforçant la transparence, notamment pour les secteurs extractifs. Point majeur de son année : sa désignation à la présidence de l'ABCA lors de la 47e Réunion annuelle à Yaoundé, consacrant son rôle dans le renforcement des coopérations monétaires avec la BCEAO, les Comores, Madagascar, l'Égypte, le Rwanda, la RDC et Maurice.

André Wameso, Gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC)



Nommé à la tête de la Banque centrale du Congo (BCC) en juillet 2025, André Wameso a rapidement imposé sa marque. Dans un contexte de désinflation, la BCC a opéré en octobre une forte baisse du taux directeur, de 25 % à 17,5 %, alors que l'inflation en glissement annuel est tombée à 7,8 % contre 15,1 % un an plus tôt, avec une appréciation du franc congolais d'environ 11,6 % sur le marché officiel et 7,8 % sur le marché parallèle. En cumul annuel, l'inflation est limitée à 5,93 % contre 9,99 % à la même période en 2024, permettant au gouverneur de présenter un tableau macroéconomique « rassurant », tout en appelant à une diversification accélérée de l'économie réelle. Ses cent premiers jours ont été salués par plusieurs analystes, qui soulignent le relèvement préalable du taux directeur, l'assainissement du système bancaire et une communication jugée plus transparente, renforçant la crédibilité de l'institution.

Abdelatif Jouahri, Gouverneur de Bank Al-Maghrib



En vingt-trois années à la tête de Bank Al-Maghrib, Abdelatif Jouahri aura incarné la stabilité macroéconomique, la crédibilité institutionnelle et la discipline budgétaire qui ont marqué les deux dernières décennies. Sous son leadership, le Maroc a conduit la transition vers un régime de change plus flexible, modernisé son cadre prudentiel et renforcé la résilience du secteur bancaire face aux chocs externes, notamment pendant la pandémie et après le séisme de 2023. En 2024, The Banker (Financial Times) l'a sacré « meilleur gouverneur de banque centrale en Afrique », saluant sa gestion fine des tensions inflationnistes et sa communication monétaire mesurée. Jouahri laisse également l'héritage d'une banque centrale indépendante et techniquement robuste, dont les décisions ont souvent servi de référence dans la région MENA et en Afrique francophone.

Jean-Claude Kassi Brou, Gouverneur de la BCEAO



En 2025, Jean-Claude Kassi Brou, Gouverneur de la BCEAO, a orchestré un tournant décisif pour l'Union monétaire ouest-africaine, marqué par la maîtrise progressive de l'inflation, revenue dans la fourchette cible après trois années de pressions post-pandémiques. Sous son impulsion, l'Institut d'émission a réaffirmé un retour à l'orthodoxie monétaire, en rationalisant la liquidité bancaire, en renforçant les exigences prudentielles et en rétablissant un cadre de politique monétaire plus prévisible pour les marchés financiers. Cette rigueur s'est accompagnée d'une modernisation majeure : 2025 restera l'année du lancement officiel du virement instantané dans l'UEMOA, une innovation structurante portée par la BCEAO pour fluidifier les paiements, renforcer l'inclusion financière et stimuler la compétitivité du secteur. Entre discipline macroéconomique et transformation digitale, Jean-Claude Kassi Brou a posé les bases d'une nouvelle phase de stabilité et d'efficacité dans l'espace UEMOA.

Mohamed Lemine Ould Dhehby, Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie (BCM)



Sous la houlette de Mohamed Lemine Ould DHEHBY, la Banque Centrale de Mauritanie (BCM) a engagé une modernisation profonde du système financier national. Le gouverneur a accéléré l'essor du mobile money, dont les volumes transigent désormais plus de 30 % du PIB, renforçant l'inclusion financière. Il a également consolidé la régulation bancaire avec la hausse du capital minimum à 10 milliards MRU, forçant un assainissement du secteur. Sous son mandat, la BCM a renforcé la supervision prudentielle, rétabli l'orthodoxie monétaire face aux tensions inflationnistes et amélioré la gestion des réserves. La modernisation des systèmes de paiement et l'adoption de normes internationales ont renforcé la crédibilité de la place financière mauritanienne. Enfin, ses réformes structurelles ont permis d'améliorer la stabilité macroéconomique, tout en préparant le pays à l'arrivée des revenus gaziers. Un mandat placé sous le signe de la transformation systémique et de la rigueur.



LE DEAL DE L'ANNÉE

Introduction en Bourse de la BIIC (Bénin, BRVM)



L'introduction en Bourse de la BIIC, dirigée par Arsène Dansou, a créé l'événement le 28 avril 2025 à Cotonou, signant l'entrée spectaculaire de la banque béninoise à la BRVM. Sous le symbole BICB, l'établissement rejoint le cercle sélectif des sociétés cotées et affirme le retour conquérant du Bénin sur la scène financière régionale. Avec 100,45 milliards

FCFA levés, la BIIC établit un record bancaire historique, surpassant ORAGROUP et Ecobank CI. Seule Orange CI dépasse encore cette performance dans l'histoire de la place. Dotée d'une capitalisation initiale de 323,45 milliards FCFA, la BIIC parachève ainsi une privatisation exemplaire et s'impose comme le nouveau poids lourd du marché régional.

Koné Dossongui reprend la mine d'or de Tongon



À la tête de cette opération stratégique, Koné Dossongui signe un tournant majeur avec l'acquisition, le 6 octobre 2025, de la mine d'or de Tongon auprès de Barrick Mining Corporation. En capitalisant sur cette prise d'actif emblématique, il propulse Atlantic Group dans une nouvelle dimension industrielle. Sous son impulsion, le groupe entend optimiser la production, renforcer la valeur ajoutée locale et consolider sa présence dans les ressources naturelles. Cette avancée

confirme la stratégie d'intégration verticale menée depuis plusieurs années. Visionnaire, Dossongui mise sur des synergies régionales pour accroître la compétitivité du secteur. L'opération réaffirme son ambition d'ériger un champion africain des industries extractives. Une dynamique qui s'inscrit dans la quête d'impact durable et d'influence économique.

Aigboje Aig-Imoukhuede (Access Bank) finalise l'acquisition d'AfrAsia Bank

Access Bank a finalisé l'acquisition de 76 % du capital d'AfrAsia Bank, une opération stratégique approuvée le 23 juillet 2025. Sous la houlette d'Aigboje Aig-Imoukhuede, président d'Access Holdings, le groupe nigérian confirme son ambition de devenir un acteur bancaire panafricain dominant. Cette prise de contrôle offre à Access un hub financier international à Maurice, renforçant ses activités de banque privée, de trade finance et de gestion de fortune. AfrAsia Bank, réputée pour son portefeuille international, passe ainsi sous la bannière du premier groupe bancaire africain par clientèle. L'opération intervient après le retrait d'Atlantic Financial Group, initialement en lice. Avec cette expansion dans l'océan Indien, Access Bank accélère sa stratégie continentale. Elle illustre également la montée en puissance des groupes financiers africains sur la scène mondiale.



Acquisition de Société Générale Burkina Faso par Vista Group Holding



Vista Group Holding de Simon Tiemtoré a finalisé le 30 juin 2025 l'acquisition de 52,6 % du capital de Société Générale Burkina Faso, concluant un processus entamé en décembre 2023 et validé par les autorités au premier trimestre 2025. Le montant de la transaction n'a pas été rendu public, conformément à la pratique observée lors des récents désengagements de Société Générale en Afrique. Avec cette opération, Vista consolide sa présence au Burkina Faso

aux côtés de Vista Bank Burkina et Vista Assurances. Le groupe devient ainsi l'un des leaders du marché en clientèle, réseau et diversité de services. Cette acquisition ouvre la voie à une intégration potentielle des entités et à un écosystème financier complet visant inclusion et croissance durable.

Alain Nkontchou dans le capital d'Ecobank

Alain Nkontchou dans le capital d'Ecobank, avec l'entrée remarquée de Bosquet Investments Ltd., qui acquiert 21,22 % du capital d'Ecobank Transnational Incorporated auprès de Nedbank. Cette opération majeure introduit un investisseur privé de poids dans l'actionnariat du groupe bancaire panafricain, renforçant la dynamique stratégique impulsée sous la présidence d'Alain Nkontchou. Pour Nedbank, la cession s'inscrit dans une logique de repositionnement et d'optimisation de capital, tandis que pour Ecobank, elle symbolise un signal de confiance fort de la part des marchés. Dans un contexte de consolidation accélérée du secteur bancaire africain, ce mouvement rebat les cartes et consacre la montée en puissance d'investisseurs africains dans les grandes manœuvres financières du continent. Par son ampleur et ses implications futures, ce deal pourrait marquer un tournant dans la gouvernance et le développement d'ETI.



APPEL À CANDIDATURES

Devenez le prochain lauréat du **Prix Abdoulaye FADIGA**



10 millions de francs CFA



1 séjour de recherche



1 publication de l'étude primée



BCEAO



Date limite :
31 août 2026

www.bceao.int



LEADERS DES INSTITUTIONS DE DÉVELOPPEMENT

George Agyekum Donkor, Président BIDC



George Agyekum Donkor, à la tête de la BIDC depuis 2020, a engagé la banque dans une modernisation profonde fondée sur l'efficacité et l'impact régional. Sous son leadership, le portefeuille d'investissements dépasse 1,2 milliard USD, avec un fort accent sur l'énergie, les infrastructures et l'intégration de la CEDEAO. La notation de l'institution a été relevée à B2 par Moody's, ouvrant la voie à des levées de ressources plus compétitives. Donkor a également accéléré le financement climatique, avec plus de 300 millions USD engagés dans les projets verts, et renforcé l'appui au secteur privé, désormais 40 % des approbations. Porté par une gouvernance modernisée et une discipline financière accrue, il positionne la BIDC comme un moteur stratégique du développement et de l'intégration ouest-africains.

Dr Abderrahmane Diallo, DG du FSA



Dr Abderrahmane Diallo, nommé Directeur général du Fonds de Solidarité Africain (FSA) en 2021, dirige une institution financière multilatérale dont la mission est de faciliter l'accès au crédit pour les États et les entreprises africaines. Sous son leadership, le FSA a modernisé ses mécanismes de garantie, permettant de sécuriser plusieurs centaines de milliards de FCFA d'investissements publics et privés. Il a renforcé la présence opérationnelle du fonds, désormais actif dans plus d'une dizaine de pays membres. Ancien haut fonctionnaire international, il apporte une expertise reconnue en gestion publique, financement du développement et diplomatie économique. Diallo a orienté le FSA vers un plus grand soutien aux PME, aux infrastructures stratégiques et aux secteurs productifs. Il a également lancé des réformes internes pour accélérer l'analyse des dossiers et améliorer la gouvernance.

Sidi Ould Tah, président de la Banque Africaine de Développement (BAD)



Sidi Ould Tah, élu brillamment en mai 2025 à la présidence du Groupe de la BAD, prend la tête d'une institution dont les engagements annuels étaient en baisse. Fort de son bilan à la BADEA, où il a doublé les engagements pour atteindre 1,5 milliard USD par an, il vise une montée en puissance similaire à la BAD. Ses priorités incluent l'accélération des financements d'infrastructures, estimés à 40 % du portefeuille, et le renforcement des lignes de crédit aux PME, qui représentent déjà 1,3 milliard USD. Il souhaite également réduire les délais de décaissement de 20 % et mobiliser davantage de capitaux privés pour tripler l'effet de levier des projets. Le nouveau président entend soutenir la transition énergétique, dans laquelle la BAD a engagé 4 milliards USD ces trois dernières années, et accroître l'appui aux pays fragiles, qui reçoivent près de 28 % des ressources concessionnelles.

Manuel Moses, directeur général d'ATIDI



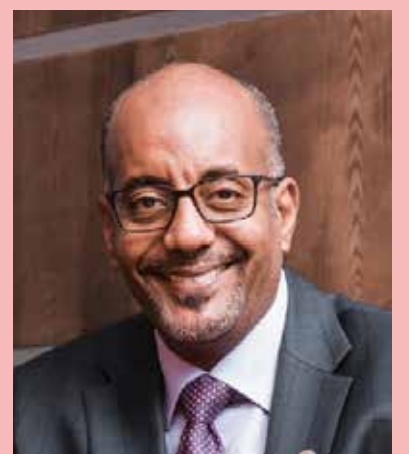
Manuel Moses, directeur général d'ATIDI, dirige l'institution panafricaine de garantie qui a assuré plus de 8,2 milliards USD d'investissements et de transactions en 2024. Depuis sa prise de fonction, il a renforcé la présence d'ATIDI dans 25 pays membres, faisant passer le portefeuille d'assurance-crédit de 2,5 milliards USD à plus de 6 milliards USD en cinq ans. Sous son leadership, les garanties d'infrastructures représentent désormais près de 40 % des engagements annuels, soutenant des projets critiques dans l'énergie, les transports et les télécoms. Manuel Moses a également accéléré la mobilisation du financement climatique, ATIDI ayant couvert plus de 600 millions USD de projets verts et de résilience. Il a introduit des mécanismes innovants pour réduire le coût du risque souverain et améliorer la notation de plusieurs États. Engagé dans la facilitation du commerce intra-africain, il a élargi les couvertures dédiées aux PME, avec plus de 150 millions USD de garanties.

Serge Ekué, président de la BOAD



Serge Ekué, à la tête de la BOAD depuis 2020, y a apporté plus de vingt ans d'expertise en finance de marché acquise notamment chez Natixis, où il dirigeait les activités de taux et de change. Ancien banquier de marché, il a transposé à la finance du développement des méthodes qui font la différence : discipline du risque, optimisation du bilan et sophistication des instruments. Sous sa direction, le portefeuille de la BOAD dépasse désormais 7 000 milliards FCFA, avec des approbations annuelles de plus de 600 milliards FCFA. Il a lancé le plan stratégique DJOLIBA, qui cible 3 300 milliards FCFA de financements sur 2021-2025, et intensifié les levées sur les marchés, pour plus de 1,2 milliard USD depuis 2021. Porté par une gouvernance renforcée et un virage marqué vers l'ESG les projets climatiques représentant 30 % des approbations Serge Ekué s'impose comme l'un des leaders les plus influents du financement du développement en Afrique de l'Ouest.

Admassu Tadesse, Président Trade and Development Bank



Admassu Tadesse, président et directeur général du Trade and Development Bank (TDB Group) depuis 2012, a transformé l'institution en l'une des banques de développement les plus dynamiques d'Afrique. Sous son leadership, le total de bilan a été multiplié par plus de 6, dépassant aujourd'hui les 10 milliards USD. Il a fortement accru les financements en faveur du commerce, de l'énergie, des infrastructures et de la santé, avec des engagements annuels supérieurs à 7 milliards USD. Tadesse a également renforcé la mobilisation de ressources sur les marchés internationaux, permettant au TDB de lever plus de 5 milliards USD en dix ans. Acteur clé de l'intégration financière régionale, il a lancé des mécanismes innovants de blended finance et de financement climatique.



Thierno-Habib Hann, CEO Shelter Afrique Development Bank

En 2025, Thierno Habib Hann consolide la transformation de la Shelter Afrique Development Bank avec un jalon majeur : la signature, le 31 juillet 2025, d'un financement concessionnel de 120 millions USD avec la BADEA pour soutenir l'augmentation de capital de la banque. Ce mécanisme innovant permet aux États membres de renforcer leurs souscriptions et solidifie la base financière de l'institution. Cette avancée s'inscrit dans la dynamique enclenchée depuis 2023 et confirmée en 2024, avec une levée de capital validée à plus de 200 millions

USD. Sous son leadership, la ShafDB accélère son développement, améliore sa capacité de financement du logement abordable et renforce son positionnement comme acteur panafricain clé du développement urbain durable.



Ngueto Tiraina Yambaye, DG Fagace

Ngueto Tiraina Yambaye, nommé directeur général du FAGACE le 1er juillet 2020, conduit la transformation d'un fonds stratégique opérant dans 14 pays africains. Ancien ministre des Finances du Tchad, il apporte une expertise solide en politiques publiques et en gestion financière. Sous son leadership, le portefeuille de garanties du FAGACE dépasse 450 milliards FCFA, permettant de mobiliser plus de 1 500 milliards FCFA d'investissements publics et privés. Il a recentré l'action du fonds sur les infrastructures, l'énergie et les PME, qui

constituent désormais plus de 60 % des interventions. Yambaye a introduit de nouveaux instruments pour soutenir les partenariats public-privé et améliorer l'accès des États aux garanties souveraines. Il a également modernisé les procédures internes, réduisant les délais d'instruction des dossiers et renforçant la qualité du portefeuille.

Jules Ngankam, DG du groupe AGF



Jules Ngankam, directeur général du groupe African Guarantee Fund (AGF) depuis septembre 2020, pilote l'une des principales institutions africaines dédiées au financement des PME. Arrivé à AGF en 2013 comme CFO, puis DG adjoint en 2017, il cumule plus de 20 ans d'expérience dans la finance, notamment chez Barclays PLC où il a occupé des postes de stratège taux et de négociateur senior. Sous son leadership, AGF opère aujourd'hui dans plus de 40 pays africains et a déployé des garanties permettant de mobiliser plusieurs milliards de dollars en faveur des PME. Ngankam a renforcé les mécanismes de partage de risques et développé des programmes ciblés pour les femmes entrepreneures, les jeunes et les entreprises vertes.

Dr George Elombi, Président d'Afreximbank

Dr George Elombi, nommé président-directeur général d'Afreximbank en octobre 2025, devient le quatrième dirigeant de la banque panafricaine depuis sa création. Juriste de formation, titulaire d'un doctorat en arbitrage commercial de la London School of Economics, il a rejoint l'institution en 1996 et en a gravi tous les échelons jusqu'à devenir Executive Vice President chargé de la gouvernance et des services corporatifs. Sous sa direction actuelle, Afreximbank, dont les actifs atteignent 40,1 milliards USD, vise une transformation ambitieuse pour devenir une banque de 250 milliards USD d'ici dix ans. Elombi entend renforcer la structure du commerce africain en soutenant la production locale, les chaînes de valeur régionales et les infrastructures logistiques.



CHRONIQUE

« Ce qu'attend l'Afrique : Ressources locales, tensions mondiales » Panorama des complexités du continent vu par Benoit Chervelier»

Par Christine Holzbauer



Voilà un essai au titre surprenant pour un non Africain, mais qui offre une analyse nuancée, lucide, et se voulant non simpliste du continent africain. Ancien haut fonctionnaire, l'auteur a travaillé pour la Banque africaine de développement (BAD) et enseigne à l'ESSEC sur le campus de Rabat (Maroc) où il dirige la chaire Business et industrie en Afrique. Il connaît bien le terrain du fait de ses nombreux voyages et innombrables missions et se laisse même aller à des confidences, y compris lorsqu'il débute au Trésor français et découvrait l'Afrique francophone. Au vu de l'impressionnant carnet d'adresse qu'il déroule tout au long des 195 pages de son essai, dommage que la thèse qui porte le livre se contente d'enfoncer une porte ouverte en contestant l'approche monolithique de l'Afrique (au demeurant propre aux Occidentaux !) insistant, au contraire, sur sa diversité et sa complexité.

Vu d'Afrique, c'est comme si on disait aux Européens que bien qu'écrite au singulier l'histoire des différents pays européens doit se conjuguer au pluriel. Ce que tout le monde sait déjà à l'Union européenne (UE), comme d'ailleurs à l'Union africaine (UA) qui a fêté ses 60 ans, le 25 mai 2023, après que l'OUA dissoute le 9 juillet 2002 a donné naissance à l'UA. En tant spécialiste des financements africains et, aujourd'hui, banquier d'affaires, sa démonstration macroéconomique est plus convaincante. « Sept pays africains ont concentré 68 % du PIB global en 2024 ; à contrario, 37 pays n'ont représenté que 12,5 % des 3 000 milliards du PIB du continent » écrit-il. Cette statistique, issue de l'ouvrage, démontre l'absurdité, selon lui, de parler d'un seul modèle africain compte tenu des niveaux très disparates de développement. Lui, préfère mettre en avant une Afrique en mouvement, capable de se réinventer, insistant sur la capacité des économies et des sociétés à s'adapter. L'ouvrage explore les ressorts d'un développement africain autonome et connecté, mettant l'accent sur l'importance des ressources locales et des innovations frugales pour assurer la souveraineté alimentaire, énergétique et technologique. L'auteur aborde également les « économies frontières » (comme le Maroc et potentiellement d'autres pays) comme des sources d'inspiration et des locomotives pour le reste du continent. Face à des marchés financiers internationaux de plus en plus coûteux et risqués, l'accent est mis sur la nécessité pour les pays africains de

diversifier leurs partenariats et de repenser leur propre modèle de croissance.

A la question de savoir ce qu'attend l'Afrique à un moment charnière où le continent est engagé dans des transformations profondes sur fond de tensions géopolitiques mondiales, sa réponse est : « la paix » et « la prospérité. » Grâce à son parcours, l'auteur est en mesure de lier la finance et la géopolitique, analysant les partenariats euro-africains à l'aune des tensions mondiales (compétition Chine-USA-Europe) et des enjeux de souveraineté (alimentaire, énergétique, technologique.) Ses analyses sur la dette des pays africains, traitée comme un enjeu majeur qui exacerbe les vulnérabilités africaines face aux tensions mondiales, ainsi que leur accès aux marchés, sont édifiantes. Dans le nouveau contexte géopolitique mondial, l'accès aux marchés financiers internationaux est devenu plus coûteux et plus risqué pour les États africains, affirme-t-il. Il cite le cas de la Zambie, le premier pays africain à avoir fait défaut sur sa dette souveraine en pleine crise COVID, comme une illustration des difficultés à refinancer les dettes existantes.

Pour lui, la dépendance excessive aux financements externes traditionnels est à bannir. Il milite à la place pour une diversification des sources de financement (partenariats public-privé locaux, marchés régionaux). Le continent doit « choisir les éléments qu'on doit absolument posséder soi-même », prône-t-il ; et minimiser, ainsi, sa dépendance aux aléas des taux d'intérêt occidentaux et aux humeurs

des agences de notation. D'où l'importance, selon lui, d'un renforcement des institutions régionales et continentales pour structurer des projets à fort impact et atténuer les risques de la dette. « Le défi est donc bien de transformer les financements en croissance pérenne et inclusive, et non en un fardeau », estime-t-il.

Il aborde le débat sur le Franc CFA à travers le prisme de la souveraineté économique et de la confiance. « La première des choses à faire c'est quels sont les avantages et les inconvénients d'un système par rapport à l'autre... c'est la confiance des peuples, c'est-à-dire qu'une monnaie, c'est complètement un instrument de souveraineté », commente-t-il. La parité fixe avec l'Euro (1€ = 655,957 F CFA) offre une stabilité monétaire et limite l'inflation, ce qui est crucial pour le commerce international. Cependant, elle limite la politique monétaire comme levier de compétitivité. L'auteur invite donc les pays de la zone à choisir l'option qui leur est la plus favorable : rester au CFA en améliorant les conditions, ou passer à une monnaie flottante (type Éco) pour « utiliser la politique monétaire comme un instrument de sa politique économique ». Quant aux dépôts de réserves (qui étaient de 50 % au Trésor français) et le ressentiment qu'ils suscitent, sa position est que la question n'est pas uniquement technique, mais avant tout une question de légitimité et de perception de justice dans la gestion des ressources.■



LES CHAMPIONS DE L'INCLUSION FINANCIÈRE ET SOCIALE

AMIFA, un acteur marocain qui s'affirme au cœur du panafricanisme financier



Après plus de dix ans d'initiatives au service de l'écosystème panafricain, AMIFA, filiale du groupe BCP (présidée par Naziha Belkeziz), entend désormais installer durablement sa marque sur le continent, portée par l'humilité de son parcours et la fierté de ses réalisations. Le Groupe compte aujourd'hui près de 1 100 collaborateurs déployés au sein de l'UEMOA, de la CEMAC et de l'océan Indien, témoignant de son ancrage régional croissant. AMIFA ambitionne de valoriser davantage ce capital-marque, considéré comme un actif immatériel stratégique au service de la performance. Forte d'un modèle opérationnel solide et d'une expertise reconnue, la marque souhaite renforcer sa visibilité et s'appuyer sur des partenaires médias de référence. Cette dynamique s'inscrit dans une stratégie d'expansion maîtrisée, tournée vers l'innovation financière et l'accompagnement des économies africaines. AMIFA se dit ouverte à de nouvelles collaborations afin de soutenir cette trajectoire et amplifier son impact continental.

Baobab Group (ex-Microcred) Présent dans 9 pays africains

Baobab Group (ex-Microcred) présidé par Arnold Ekpé (PCA) est l'un des leaders panafricains du microcrédit, présent dans 9 pays : Sénégal, Côte d'Ivoire, Mali, Burkina Faso, RDC, Nigeria, Madagascar, Tunisie et Zimbabwe. Le groupe sert plus de 1,1 million de clients, principalement des micro-entrepreneurs et TPE. Son portefeuille brut dépasse les 1,2 milliard USD, faisant de Baobab l'un des acteurs les plus capitalisés du secteur. Le réseau, qui combine agences physiques et outils digitaux, finance aussi bien les activités informelles que les petites entreprises rurales. Par son envergure et son impact, Baobab occupe une place stratégique dans l'inclusion financière africaine.



Wave Digital Finance, un distripteur du paiement mobile

À la tête de Wave dans l'UEMOA, Coura Sène aura piloté une année 2025 marquée par la consolidation du modèle low-cost de la fintech sénégalaise, aujourd'hui valorisée près de 2 milliards de dollars après une levée de 200 millions USD en série A menée par Stripe, Sequoia Heritage, Founders Fund et Ribbit Capital. Sous sa direction, Wave a renforcé son réseau, élargi ses services et gagné du terrain face aux acteurs historiques, confirmant son statut de première licorne de l'Afrique francophone et son rôle clé dans la transformation des paiements digitaux dans l'Union.



BRAC Africa – Leader sur l'Afrique de l'Est

BRAC Africa dirigée par Anne Mutta est l'un des plus grands acteurs de microfinance du continent, particulièrement dominant en Tanzanie et en Ouganda. L'institution sert plus de 760 000 clients actifs, dont plus de 95 % de femmes, ce qui en fait un pilier de l'inclusion financière féminine. Son portefeuille de crédit dépasse les 500 millions USD, principalement orienté vers les micro-activités rurales. BRAC repose sur une approche villageoise structurée, combinant prêts de groupe, formation et accompagnement social. Le modèle privilégie les zones reculées où l'offre bancaire est quasi inexistante. Grâce à son ancrage local, BRAC est devenu une référence absolue en microfinance communautaire en Afrique de l'Est.



Finca Impact Finance – Afrique de l'Est et australe

FINCA Impact Finance présidée par Andrée Simon est l'une des institutions pionnières de la microfinance en Afrique, avec une présence forte en Ouganda, Tanzanie, RDC, Zambie et Nigeria. Le réseau sert plus de 2 millions de clients, majoritairement des micro-entrepreneurs et ménages à faibles revenus. Son encours de crédit sur le continent dépasse les 700 millions USD, ce qui en fait l'un des acteurs les plus capitalisés d'Afrique de l'Est et australe. FINCA se distingue par ses produits adaptés aux zones rurales, notamment les prêts agricoles et les crédits de groupe. L'institution a également investi dans le digital pour élargir son accès aux populations non bancarisées. Avec plus de trente ans d'expérience, FINCA reste une référence de la finance inclusive en Afrique.



CHRONIQUE

Le syndrome de Nauru : quand l'État grossit, l'économie rétrécit

Il suffit parfois d'une île minuscule pour révéler la grande illusion du développement par la rente. Nauru, 21 km² posés sur le Pacifique, fut autrefois l'un des pays les plus riches du monde par habitant, porté par un trésor blanc : le phosphate. Un demi-siècle plus tard, il ne reste ni richesse, ni modèle, seulement un avertissement. Le « syndrome de Nauru » : cette mécanique parfaitement huilée où l'étatisme prospère, la rente aveugle et les mauvais investissements atomisent un pays. À l'heure des grands fonds souverains et des promesses extractives africaines, l'histoire mérite d'être relue. Car à Nauru, l'État a tout voulu : contrôler, redistribuer, planifier. Une hypertrophie administrative financée par une ressource unique, comme si le minerai était éternel. La machine publique a grossi, le secteur privé a rétréci, les incitations ont disparu. Le résultat ? Une économie anesthésiée par l'argent facile, où la productivité n'avait plus cours et où l'allocation des ressources se décidait au palais gouvernemental. Le deuxième acte est bien connu : la malédiction de la rente. Lorsqu'un pays confond revenus miniers et création



de richesse, la chute est toujours brutale. À l'épuisement du phosphate, Nauru s'est découvert nu : pas d'industrie, pas d'agriculture, pas de clusters, pas de tourisme. Une économie sans muscles, tenue debout par un squelette de transferts extérieurs. Le troisième acte frôle la comédie. Nauru, grisé par ses milliards, s'est improvisé investisseur

global : hôtels de luxe improbables, placements exotiques, productions culturelles dispendieuses. Quand l'État se prend pour un hedge fund, il finit souvent en chronique judiciaire. Là encore, l'histoire confirme une vieille règle du marché : l'argent public mal encadré finance rarement de bonnes idées. Aujourd'hui, Nauru vit d'accords bilatéraux et de centres de rétention externalisés. Une ex-richesse devenue dépendance. Une souveraineté qui s'exerce par procuration. La parabole est claire : aucun pays ne se développe durablement sur une seule ressource, et aucun État n'investit mieux que le marché. Dans un continent africain riche en minerais et en ambitions, le cas Nauru n'est pas un exotisme : c'est un signal. Les rentes passent. Les bureaucraties restent. Les erreurs d'investissement se paient cash. Et les nations qui refusent la discipline économique finissent par apprendre que la prospérité ne sort ni des entrailles de la terre, ni des murs d'un ministère, mais de la concurrence, de l'innovation et de la liberté d'entreprendre. ■

Albert Savana



LE GROUPE SUNU

A LE BON PROFIL POUR VOUS ACCOMPAGNER



- ✓ 17 pays
- ✓ 26 sociétés d'assurance
- ✓ 2 banques
- ✓ 9 autres sociétés



Présent dans 17 pays d'Afrique subsaharienne avec plus de trente sociétés, le Groupe SUNU s'impose comme un acteur clé du secteur financier africain et leader de l'assurance Vie dans la Zone CIMA. Porté par la performance de ses filiales et la confiance de ses Clients, le Groupe poursuit son ambition : bâtir un écosystème financier africain plus solide et accessible (assurance, banque, santé et réassurance).

Le Groupe SUNU a le bon profil pour vous accompagner.



SUNU GROUP

| www.sunu-group.com

LE FINANCIER DE L'ANNÉE

Yedau Ogoundele, DG de la CRRH-UEMOA



Directrice Générale de la CRRH-UEMOA depuis janvier 2023, Yedau Ogoundele aura marqué l'année 2025 par le lancement, le 5 mai, de la première émission d'« obligations sociales » de l'Union, pour un montant de 60 milliards FCFA, sur la BRVM. Adossée à Proparco, investisseur de référence avec une souscription de 7,5 milliards FCFA, cette opération emblématique est entièrement dédiée au financement du logement abordable pour les ménages à revenus modestes de l'UEMOA. En articulant innovation financière, profondeur du marché obligataire régional et mission sociale de la CRRH-UEMOA, Yedau Ogoundele positionne en 2025 l'institution comme un acteur central de la réponse au déficit chronique de logements dans l'Union.

Birahim Diouf, DG du DC/BR



En 2025, Birahim Diouf a accéléré la modernisation du DC/BR avec la mise en œuvre du Plan d'Affaires 2021-2025. Trois chantiers clés marquent son année : le passage du règlement-livraison de J+3 à J+2, l'introduction de l'inscription en compte au niveau client final, et le lancement de DIGIAPE, la plateforme digitale des appels publics à l'épargne soutenue par la BAD. Le DG a également renforcé la transformation digitale et la cybersécurité, tout en mettant l'accent sur la montée en compétence des acteurs du marché. Une année dense, structurée autour de réformes techniques et d'une ambition : faire du DC/BR une infrastructure de classe mondiale.

Dr Edoh Kossi Amenounve, DG de la BRVM



En 2025, la BRVM dirigée par Dr Edoh Kossi Amenounve a franchi un cap historique avec une capitalisation record de 13 014,67 milliards FCFA, portée par de nouvelles introductions et un marché obligataire dynamique. L'année a été marquée par une accélération de la transition digitale, avec la montée en puissance du e-brokerage et l'amélioration des plateformes de négociation. Sur le plan international, Dr Amenounve a renforcé la visibilité et la crédibilité de la place régionale à travers des roadshows et de nouveaux partenariats. Il a poursuivi l'alignement du marché sur les standards mondiaux de transparence et de gouvernance, tout en élargissant la base des investisseurs grâce à une stratégie d'inclusion financière renforcée.



Tarik Senhaji, DG de l'Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC)

Avec la nomination de Tarik Senhaji à la présidence de l'Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC), le Maroc confie la régulation financière à un profil d'envergure internationale. Ancien directeur général de la Bourse de Casablanca et cadre formé à l'École Polytechnique et à l'ENSAE Paris, Senhaji apporte une expertise solide en marchés de capitaux, innovation financière et régulation. Son parcours, jalonné d'expériences au sein de l'IFC à Washington et de banques d'investissement à Londres, en fait l'un des spécialistes marocains les plus aguerris aux standards internationaux. À la tête de l'AMMC, il devrait accélérer les chantiers de modernisation : développement des produits dérivés, supervision des fintechs, renforcement de la transparence, approfondissement du marché et alignement sur les meilleures pratiques internationales.



Stanislas Zézé, PDG de Bloomfield Investment Corporation

Sous l'impulsion de Stanislas Zézé, Bloomfield Investment Corporation s'est imposée comme l'un des acteurs majeurs de la notation financière en Afrique francophone. Depuis Abidjan, l'agence

construit un portefeuille solide couvrant aussi bien les États que les grandes entreprises, les banques, les collectivités territoriales et les émetteurs obligataires privés. Bloomfield compte aujourd'hui parmi ses références des groupes régionaux de premier plan, des institutions financières systémiques, des champions nationaux de l'industrie et plusieurs entités publiques engagées sur les marchés de capitaux. Ces notations, réalisées en monnaie locale, offrent une lecture fine du risque africain et comblent un vide laissé par les grandes agences internationales moins présentes sur les marchés locaux.

Mohamed Ba, CEO du groupe SUNU



Discret, méthodique et fin manœuvrier, Mohamed Ba a assuré avec brio la relève après la disparition du pionnier Pathé Dione. À la tête du groupe SUNU, il a su préserver l'héritage tout en imprimant une nouvelle dynamique à l'un des plus puissants ensembles financiers africains. Sous sa direction, SUNU Assurances a consolidé son rang de leader incontesté de l'assurance-vie en Afrique francophone, en renforçant sa présence dans les marchés matures et en poussant l'innovation sur les segments émergents. La discipline technique, la rigueur actuarielle et la proximité avec les réseaux de distribution restent au cœur du modèle, mais Mohamed Ba y a ajouté une dimension stratégique plus offensive. Le tournant bancaire constitue précisément l'un de ses chantiers majeurs. Avec SUNU Bank, il déroule une feuille de route claire : bâtir une banque universelle solide, parfaitement alignée avec l'écosystème assurantiel du groupe et capable de capter une clientèle plus large, du retail aux PME. Cette stratégie intégrée assurance, banque, services financiers digitaux est en train de redessiner les contours du groupe.



LES FORCES MONTANTES

Franck Olivier Diagou, CEO NSIA Asset Management



Avec une formation d'élite et un parcours académique irréprochable, Franck Olivier Diagou a profondément transformé NSIA Asset Management, qu'il a repositionnée comme l'un des gestionnaires d'actifs les plus dynamiques de la zone UEMOA. À son arrivée, l'industrie locale manquait d'audace et souffrait d'un déficit d'innovation. Il a renversé la table. Sous sa conduite, NSIA AM a modernisé ses process, renforcé sa gouvernance et accéléré sa digitalisation, tout en diversifiant son offre de fonds pour capter une clientèle plus large : institutionnels, grands corporates, diaspora et épargnants individuels. L'entreprise a multiplié les innovations de marché, gagné des parts dans la gestion obligataire, et s'est imposée parmi les acteurs qui structurent réellement la courbe de taux régionale.

Junior MBUYI, CEO JPG Consulting Partners



CEO de JPG Consulting Partners et président du Think Tank Africa Risk, Junior MBUYI est un expert international de la gestion des risques et de la régulation bancaire, fort de plus de 23 ans d'expérience entre l'Europe et l'Afrique. Franco-congolais, diplômé de l'ESG et de la Sorbonne, il poursuit le Global Executive MBA de l'INSEAD (2026). À Genève, il dirige JPG Consulting Partners, groupe présent dans 14 pays et composé de 110 experts, intervenant auprès de grandes institutions financières dont BNP Paribas, Société Générale, HSBC ou Emirates NBD. Innovateur, il est le concepteur du Risk Calculator Engine (RCE), moteur de calcul des fonds propres réglementaires intégrant approches standard et avancées, ainsi que du module Stress Test Engine utilisé par banques, banques centrales et ministères des Finances pour modéliser crises, tester la résilience et anticiper les risques systémiques. Figure montante de la réflexion stratégique, il œuvre à moderniser les pratiques prudentielles et à renforcer la résilience financière du continent africain.

Dr Leila Bouamatou, Directrice Générale de la Générale de Banque de Mauritanie (GBM)

Dr Leila Bouamatou, Directrice Générale de la Générale de Banque de Mauritanie (GBM), s'affirme comme l'une des figures montantes de la finance en Afrique. Première femme à diriger une banque mauritanienne, elle conduit la GBM dans une dynamique de modernisation et de croissance, marquée par un repositionnement stratégique vers le financement des entreprises et l'innovation financière. Formée entre la Suisse, l'Espagne et les États-Unis, passée par Deloitte et BMCE Bank International, Dr Bouamatou incarne une nouvelle génération de dirigeantes africaines alliant expertise internationale et engagement pour une gouvernance bancaire renforcée.



Majdi Yassine, CEO Kapital Assurance

En un an, Kapital Assurances Sénégal a changé de dimension sous l'impulsion de Majdi Yassine, membre du conseil d'administration et artisan de sa restructuration technique. Grâce à une organisation modernisée, une montée en compétence sur les risques industriels et institutionnels, ainsi qu'un travail rigoureux en réassurance, le cabinet a porté son portefeuille sous gestion à près de 8 milliards FCFA, contre moins de 2 milliards un an plus tôt. Kapital Assurances s'impose désormais comme l'un des intermédiaires locaux les plus techniques du marché sénégalais, porté par une stratégie mêlant discipline, proximité client et couverture de risques complexes.



Déborah Gnagné, CEO de Dayo

Mathématicienne de formation passée par la France, Hong Kong et le Luxembourg, Déborah Gnagné a fondé Dayo, une société de courtage en assurance qui s'impose comme l'un des nouveaux acteurs à suivre dans la zone CIMA. Après le Bénin en 2023 et la Guinée en 2024, elle vient de prendre le contrôle de Consass au Burkina Faso, portant à trois les filiales du groupe. Ancienne actuaire et directrice technique au sein du Groupe Sunu, elle défend un modèle de courtage orienté conseil, fondé sur la proximité, l'agilité et la maîtrise technique. Inspirée par la vision de feu Pathé Dione, Déborah Gnagné ambitionne d'étendre Dayo à son pays natal, la Côte d'Ivoire, et de bâtir un courtier africain capable de rivaliser avec les multinationales tout en restant proche des réalités locales.



Olumide Olatunji, CEO Access Bank Gambia



En 2025, Olumide Olatunji signe une année particulièrement réussie à la tête d'Access Bank Ghana. Sous sa direction, la banque est sacrée « Best Bank in Ghana » par Euromoney, distinction qui salue sa solidité, son innovation et l'amélioration continue de l'expérience client. Elle remporte également le prix de la « Most Innovative SME Empowerment Initiative », confirmant son rôle moteur dans l'accompagnement des PME et l'inclusion financière. Olatunji poursuit sa stratégie de digitalisation, d'élargissement des services et de renforcement des programmes d'éducation financière, consolidant l'image d'une banque responsable et tournée vers l'impact. En septembre 2025, il achève son mandat de Managing Director et rejoint de nouvelles fonctions au sein du groupe, laissant derrière lui une institution renforcée et plus compétitive sur le marché ghanéen.

Mamadou Faye, DG BNDE



En 2025, Mamadou Faye imprime une nouvelle dynamique à la BNDE, qu'il dirige depuis à peine un an, à l'aube d'un repositionnement stratégique vers une banque au spectre plus large. Porté par le plan « ENVOL 2025-2029 », il oriente l'institution vers un rôle accru dans le financement des PME, de l'économie réelle et des projets à fort impact social. L'année est rythmée par ses tournées régionales pour renforcer la proximité avec les entrepreneurs et adapter l'offre de la banque aux réalités du terrain. Sous sa conduite, la BNDE s'engage également dans des initiatives structurantes, notamment le financement de programmes de construction durable. Face à un contexte macroéconomique tendu, Mamadou Faye appelle à un sursaut national autour du financement endogène. Entre gouvernance renouvelée, montée en visibilité et recentrage sur la mission de développement, il positionne la BNDE comme un acteur renforcé et plus ambitieux du paysage bancaire sénégalais.



LES BÂTISSEURS

Pierre Goudiaby Atepa, Groupe Atepa



Pierre Goudiaby Atepa s'est imposé depuis plus de quatre décennies comme l'un des bâtisseurs emblématiques du continent. Fondateur du groupe ATEPA, il est à l'origine de projets structurants qui ont redéfini le paysage urbain de plusieurs capitales africaines, alliant modernité, identité culturelle et innovation architecturale. Formé aux États-Unis et en Europe, Atepa a signé des réalisations de référence telles que la tour BCEAO de Dakar, le siège de l'OMVS, la Maison des Nations unies à New York (collaboration), ou encore des infrastructures majeures en Gambie, au Cap-Vert, au Congo et au Nigeria.

Idrissa Nassa, Coris Bank International (CBI)



Fondateur du groupe Coris, Idrissa Nassa incarne l'ascension fulgurante d'un acteur bancaire devenu, en moins de deux décennies, l'un des success stories les plus emblématiques de la finance ouest-africaine. Parti d'un modèle bancaire centré sur l'accompagnement des PME, sa vision a transformé Coris Bank International en un groupe panafricain présent dans neuf pays, coté à la BRVM et reconnu pour la solidité de ses fondamentaux, la discipline de son management et l'agilité de son modèle de distribution.

Jean-Luc Konan, Groupe Cofina



Jean-Luc Konan, fondateur et CEO du Groupe Cofina, s'impose comme l'une des figures les plus emblématiques de la finance africaine contemporaine. Ancien banquier d'investissement passé par de grands groupes internationaux, il a bâti en une décennie l'un des champions panafricains du mesofinance, devenant pour beaucoup le « Caterpillar » du financement des PME et de l'inclusion financière sur le continent. Sous son impulsion, Cofina s'est étendue dans huit pays, structuré plus de 350 000 projets et mobilisé plusieurs centaines de milliards de FCFA en faveur des entrepreneurs.

El-Hassana Kaba, PDG Mansa Bank



En 2025, El-Hassana Kaba consolide la montée en puissance de Mansa Bank, qu'il a fondée avec 15,7 milliards FCFA de capital 100 % UEMOA. L'année est marquée par une progression continue des indicateurs commerciaux : dépôts en hausse (+18 %), portefeuille PME/ETI dynamique (+22 %) et croissance du PNB (+15 %), portée par le trade finance et la clientèle corporate. La banque renforce son positionnement dans les financements structurés à travers le programme "Mansa Corporate & Trade Finance 2025", multipliant les opérations syndiquées au-delà de 20 milliards FCFA. Fidèle à sa vision d'une banque africaine indépendante, El-Hassana Kaba s'appuie sur un parcours riche dont la levée record de 250 milliards FCFA pour l'État du Sénégal pour poursuivre la transformation de Mansa Bank en acteur financier de référence dans l'espace UEMOA.

Mahamadou Bonkougou, groupe Ebomaf



Mahamadou Bonkougou, président-fondateur du groupe EBOMAF, a consolidé en 2025 un empire articulé autour de la banque, du transport aérien et du BTP. Son réseau financier, porté par Coris Bank International, continue de croître dans l'UEMOA, avec une progression des dépôts et un renforcement des services digitaux. Dans l'aérien, le groupe a poursuivi la restructuration d'Air Burkina et le développement de Liza Transport International, maintenant les liaisons régionales clés malgré un contexte sectoriel tendu. Le pilier BTP, EBOMAF, a exécuté des chantiers majeurs au Burkina Faso, au Togo, en Guinée et au Bénin, confirmant sa puissance d'exécution dans les infrastructures lourdes. Parallèlement, Bonkougou a renforcé ses investissements dans l'immobilier, la logistique et les services, tout en préparant de nouvelles incursions dans les télécommunications et la mobilité urbaine. L'année 2025 confirme ainsi son statut d'acteur économique incontournable en Afrique de l'Ouest.

Yérin Habib Sow, groupe Teyliom



En 2025, Yérin Habib Sow, fondateur du groupe Teyliom, a renforcé ses positions dans l'hôtellerie, la banque et l'immobilier. L'année a été marquée par le rebranding du Radisson Blu Sea Plaza en Noom Hôtel Dakar Sea Plaza, confirmant l'ambition de hisser Noom parmi les marques haut de gamme africaines, tandis que Yaas Hotels poursuit son expansion sur le segment économique. Dans la finance, Sow engage une opération structurante : la préparation de l'introduction en Bourse de Bridge

Bank Group Côte d'Ivoire à la BRVM, destinée à accroître les fonds propres et accélérer l'expansion sous-régionale. Bridge Bank, longtemps positionnée comme banque de niche orientée PME et clientèle premium, amorce ainsi une nouvelle phase de croissance. En parallèle, Teyliom poursuit ses investissements immobiliers et consolide son portefeuille diversifié. Avec ces chantiers, Yérin Sow confirme en 2025 son rôle de bâtisseur panafricain alliant montée en gamme, innovation et ouverture au marché financier régional.

Richard Lowe, Groupe Activa



En 2025, Richard Lowe confirme son statut de figure majeure de l'assurance africaine. L'année est marquée par sa couverture dans Forbes Afrique, consacrant Activa parmi les groupes panafricains de référence. À la tête d'un réseau présent dans neuf pays, il poursuit le renforcement opérationnel du groupe et l'expansion du réseau Globus auprès des grands comptes. Il s'impose aussi comme voix du secteur en ouvrant la FANAF 2025 et en intervenant dans plusieurs forums sur l'évolution du marché. Très engagé sur l'innovation, il met en avant l'impact structurant de l'intelligence artificielle sur la souscription, la relation client et la gestion des risques. Sur le plan ESG, les dix ans de la Fondation Activa rappellent son action en faveur de l'autonomisation des femmes et de l'impact social. Enfin, avec une gouvernance renforcée et un chiffre d'affaires autour de 200 M€, Richard Lowe prépare sereinement la transmission et la consolidation du leadership d'Activa.



Madani Tall, Envol Immobilier

Madani M. Tall, ex-cadre dirigeant de la Banque mondiale et ancien patron Afrique de la Société Générale, s'impose comme l'un des investisseurs majeurs de l'immobilier en Afrique de l'Ouest. À travers Envol Immobilier, il mène depuis Dakar et Abidjan des projets structurants alliant logements, bureaux, hôtels et équipements urbains. Le groupe développe des réalisations emblématiques comme Envol City à Abidjan et avance sur la Cité des Nations Unies à Dakar, un complexe administratif et sécuritaire destiné à accueillir les agences onusiennes dans un cadre moderne et intégré.

Nations Unies à Dakar, un complexe administratif et sécuritaire destiné à accueillir les agences onusiennes dans un cadre moderne et intégré.

Seybatou Aw, groupe Aveni-Ré

En 2025, Seybatou Aw renforce la stature d'Aveni Ré comme réassureur panafricain en pleine montée en puissance. L'année est marquée par un élargissement de la présence du groupe dans la zone CIMA et sur plusieurs marchés émergents, ainsi que par un recentrage sur les grands risques industriels et techniques. Aveni Ré organise à Dakar un important séminaire dédié aux assurances transport, risques techniques et incendie, confirmant son rôle de formateur et de partenaire technique des compagnies.



Aziz Boughourbal, PDG d'Africa Ocean Group

En 2025, Aziz Boughourbal confirme son statut de figure majeure du football mauritanien et du monde des affaires. Président du FC Nouadhibou club qu'il a fondé il y a 26 ans et devenu une référence du championnat national il poursuit la professionnalisation de l'équipe et le renforcement de sa structure. Vice-président de la FFRIM et président de la ligue régionale de Dakhlet-Nouadhibou, il joue un rôle clé dans la montée en puissance du football local. Parallèlement, son entreprise dans le secteur de la pêche, qui emploie près de 3 000 personnes, continue d'afficher une solide performance, consolidant son influence économique. Entre engagement sportif, gestion entrepreneuriale et ancrage territorial, 2025 marque pour Aziz Boughourbal une année de continuité et d'affirmation.



Jean Kacou Diagou, groupe NSIA

En 2025, Jean Kacou Diagou accélère la transformation du Groupe NSIA avec un objectif clair : consolider un champion régional de la bancassurance. L'année est marquée par la rationalisation des filiales, le renforcement de la gouvernance et une modernisation des processus internes pour un groupe plus intégré et plus performant. NSIA poursuit la digitalisation de ses services afin d'améliorer l'expérience client et la maîtrise des risques. Sur le plan institutionnel, Diagou renforce les ancrages du groupe, notamment lors de sa visite officielle au Sénégal pour consolider les partenariats stratégiques. Il se montre également vigilant sur la protection de la réputation du groupe face aux risques numériques, après la circulation de deepfakes. En 2025, Diagou apparaît ainsi comme l'artisan d'une phase de stabilisation et d'approfondissement, préparant NSIA à une nouvelle étape de croissance maîtrisée.



Gagan Gupta, CEO d'Arise

En 2025, Gagan Gupta s'affirme plus que jamais comme l'un des architectes de la nouvelle industrialisation africaine. À la tête d'Arise IIP, Arise IS, Arise P&L et d'Equitane, sa plateforme d'investissement à capital permanent, l'homme d'affaires indien consolide un modèle intégré qui articule industrie, infrastructures, logistique, énergie et durabilité. L'année est marquée par l'expansion accélérée d'Equitane dans 14 pays africains, rare véhicule panafricain capable de mobiliser des capitaux de long terme pour transformer localement les matières premières. Arise IIP franchit un cap stratégique avec une levée de 700 millions de dollars auprès de Vision Invest, complétée par un engagement de 100 millions de dollars de la Banque africaine de développement pour déployer de nouvelles zones industrielles au Gabon, au Togo, au Bénin et au-delà.

Ylias Akbaraly, président Redland



En 2025, Ylias Akbaraly confirme son statut de capitaine d'industrie continental. À la tête de Redland, il poursuit l'intégration mondiale de Thomson Broadcast et de GatesAir, renforçant la présence du groupe sur les marchés de la diffusion audiovisuelle et des infrastructures critiques. L'année est marquée par une visibilité internationale accrue, notamment sa participation remarquée à la Africa Business Conference de Harvard, où il présente la trajectoire d'un conglomérat africain devenu global. Sur le plan national, Akbaraly intensifie ses initiatives sociales à travers la fondation éponyme, multipliant les actions en faveur de l'éducation et de la santé. Redland avance aussi ses projets d'expansion dans l'agro-industrie et l'immobilier.

Mossadeck Bally, président Azalaï Hotels



Mossadeck Bally, fondateur et président du groupe Azalaï Hotels, aura vécu une année 2025 charnière, marquée par l'accélération de son plan d'expansion et la consolidation financière du groupe dans un contexte hôtelier africain encore volatil. Après avoir finalisé les derniers travaux de l'Azalaï Hôtel Ouagadougou dont l'ouverture commerciale est attendue pour mars 2026 Bally a poursuivi la montée en gamme de son portefeuille, combinant rénovations ciblées et optimisation des performances opérationnelles sur les marchés clés d'Afrique de l'Ouest. En parallèle, il a renforcé les partenariats institutionnels et les discussions avec de nouveaux investisseurs, notamment autour de projets d'unités à Conakry et Niamey.

Othman Benjelloun, président de Bank Of Africa



En 2025, Othman Benjelloun, 92 ans, a consolidé sa positionnement continental de Bank of Africa avec des résultats en nette progression. À fin juin, le groupe affiche une croissance de +16 % du résultat net part du groupe et un PNB en hausse de +8 %, porté par l'élargissement du portefeuille de crédits et un dynamisme des activités de marché. L'accélération digitale se confirme : plus de 70 % des clients sont désormais équipés des solutions mobiles et web, et près de 93 % des opérations courantes passent par ces canaux. Le groupe s'illustre également sur le terrain de la finance durable, distingué à Hong Kong pour son engagement au sein des Green Investment Principles.



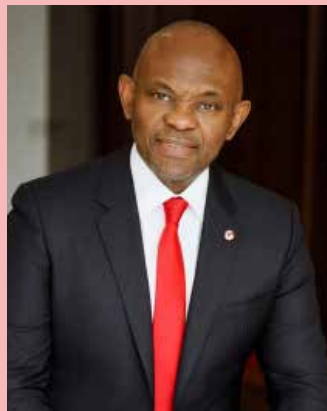
Didier Acouetey, président AfricSearch

Didier Acouetey, entrepreneur béninois et figure majeure du recrutement en Afrique, est le fondateur du cabinet AfricSearch, créé en 1996 à Paris et aujourd'hui implanté dans plus de 10 pays africains. Spécialiste de la chasse de talents et du conseil RH, il a accompagné depuis près de 30 ans des centaines de groupes panafricains et internationaux dans leurs stratégies de ressources humaines. Initiateur du Forum des diasporas africaines dès le début des années 2000, il est également à l'origine du Africa SMB Forum lancé en 2022, dédié à la compétitivité des PME africaines. Reconnu pour son engagement en faveur de la mobilité des compétences et du leadership africain, Didier Acouetey s'est imposé comme l'un des acteurs clés de l'écosystème RH et entrepreneurial du continent.

Aliko Dangote , Groupe Dangote



En 2025, Aliko Dangote consolide son empire industriel, porté par la montée en puissance progressive de la raffinerie de Lekki, dont les capacités commerciales se rapprochent du plein régime. Dans le ciment, Dangote Cement franchit les 30 millions de tonnes sur le premier semestre, soutenu par la croissance en Afrique de l'Est et de l'Ouest. Malgré la volatilité du naira, les activités sucre et logistique maintiennent une trajectoire positive. Dangote demeure par ailleurs une voix influente sur l'industrialisation et l'intégration des marchés africains, marquant une année de continuité stratégique.



Tony Elumelu, Heirs Holdings

2025 aura été une année d'amplification pour Tony Elumelu, dont l'influence économique et panafricaine s'est encore renforcée. La Tony Elumelu Foundation a soutenu plus de 10 000 nouveaux entrepreneurs, consolidant son statut de plus grand programme d'implémentation de capital de départ du continent. Dans ses activités d'affaires, Heirs Holdings et Transcorp ont poursuivi leur montée en puissance, avec l'extension des capacités de Transcorp Power et la solidité des performances d'UBA à travers ses 20 filiales africaines. Porte-voix du secteur privé, Elumelu s'est illustré cette année par ses positions en faveur d'un marché énergétique libéralisé et d'un capital patient pour financer la croissance africaine. Une année d'expansion maîtrisée.

Yacoub Sidya : PDG de MSS Security



L'année 2024-2025 aura été marquée pour Yacoub Sidya, PDG de MSS Security, par une visibilité accrue et une défense ferme contre les campagnes de désinformation le visant. Entre attaques médiatiques, accusations infondées et rumeurs persistantes, l'entrepreneur mauritanien a multiplié les mises au point, rappelant le rôle stratégique de son groupe dans la sécurité, la logistique minière et le transport sensible en Afrique de l'Ouest. Malgré ces turbulences, il a consolidé ses positions dans la sécurité privée, l'aviation et les services miniers, tout en élargissant son influence régionale. Une année de résilience, où MSS Security s'est affirmé comme un acteur clé dans un environnement sous fortes pressions informationnelles.

LES INTÉGRATEURS



Abdoulaye Diop, président de la Commission de l'UEMOA

En 2025, Abdoulaye Diop a poursuivi l'intégration économique de l'UEMOA en accélérant l'harmonisation des normes et des règles communautaires, notamment en matière de concurrence, de marchés publics et de gouvernance budgétaire. Sous sa présidence, la Commission a validé le paquet de convergence réglementaire 2025 et renforcé la coordination avec la BCEAO, l'AMF-UMOA et UMOA-Titres. L'année a été marquée par l'avancée des projets d'interconnexion énergétique, la consolidation du marché régional de l'électricité et la préparation de l'axe gazier Sénégal-Mauritanie. Sur le volet transport, il a piloté les premiers corridors de libéralisation du cabotage et du transport routier. Dans le numérique, il a impulsé l'interopérabilité totale des paiements et l'identification régionale unique. Il a également lancé le Plan Impact UEMOA, dispositif inédit de mesure de performance des politiques communautaires. L'ensemble de ces chantiers confirme sa volonté d'une Union plus intégrée, plus fluide et plus prévisible pour les États comme pour les entreprises.



Oulimata Ndiaye, Directrice UMOA-Titres

Nommée en octobre 2023, Oulimata Ndiaye Diassé a poursuivi en 2025 la modernisation de l'écosystème des titres publics au sein de l'UEMOA. À la tête d'UMOA-Titres, l'agence basée à Dakar a accompagné les huit États

membres dans une stratégie de financement plus prévisible et mieux coordonnée face à un contexte marqué par la remontée des coûts d'emprunt. L'année a été rythmée par une forte activité sur le marché régional, avec un recours accru aux Obligations de Relance, aux obligations durables et aux émissions syndiquées.



Minayegnan Coulibaly, DG , GIM UEMOA

En 2025, Minayegnan Coulibaly consolide le rôle du GIM-UEMOA comme colonne vertébrale des paiements électroniques dans la sous-région. Sous sa direction, la plateforme GIMpay monte en puissance, connectant banques, fintechs et portefeuilles mobiles

dans un écosystème désormais pleinement interopérable. L'année est marquée par des partenariats structurants, notamment avec Network International, destinés à accélérer l'inclusion financière et à élargir l'accès aux services digitaux. Coulibaly poursuit également le renforcement des normes de sécurité et de conformité, tout en défendant une vision claire : unifier les moyens de paiement dans l'UEMOA.



Jacqueline Adiaba Nkembé, présidente de la COSUMAF

À la tête de la COSUMAF, Jacqueline Adiaba Nkembé aura consacré son année à renforcer la crédibilité et l'attractivité du marché financier de la CEMAC. Sous son impulsion, le régulateur a accéléré la modernisation du cadre prudentiel, l'harmonisation des documents d'information et l'intégration d'instruments financiers innovants. L'année a été marquée par un partenariat stratégique avec le Private Infrastructure Development Group (PIDG) destiné à canaliser davantage d'investissements vers les secteurs structurants de la sous-région.



5 100 000 000 USD

**INJECTÉS DANS DES SECTEURS CLÉS :
INFRASTRUCTURES, INDUSTRIE, ÉNERGIE,
AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT SOCIAL -
EN AFRIQUE DE L'OUEST**

TRANSFORMER LES COMMUNAUTÉS DE LA CEDEAO

VISITEZ NOTRE SITE WEB





Francisca Tatchouop Belobe, commissaire Union Africaine



Francisca Tatchouop Belobe, nouvelle commissaire de l'Union africaine chargée du Développement économique, du tourisme, du commerce, de l'industrie et des mines, apporte à Addis-Abeba un solide parcours politique et institutionnel. Ancienne

ministre de l'Économie de Guinée équatoriale, ex-deuxième vice-présidente de l'Assemblée nationale pour le PDGE et première femme à occuper la vice-présidence de la CEEAC, elle s'impose comme l'une des voix influentes de la gouvernance économique africaine. Elle entend accélérer l'opérationnalisation des grandes institutions financières prévues par l'Acte constitutif de l'UA – Fonds monétaire africain.

Hugues Lokossou, DG de la CAGD-Bénin



Directeur général de la Caisse Autonome de Gestion de la Dette (CAGD) du Bénin depuis 2023, Hugues Oscar Lokossou s'est imposé comme l'un des artisans de la crédibilité financière du pays. Sous son pilotage,

la CAGD poursuit la stratégie d'endettement prudent adoptée par Cotonou, marquée par une diversification active des sources de financement, une montée en puissance du marché régional UMOA-Titres et une gestion proactive du risque. En 2025, Lokossou consolide cette trajectoire avec une amélioration du profil de maturité de la dette.

Bakary Séga Bathily, DG APIX SENEHAL



En 2025, Bakary Séga Bathily a renforcé le rôle stratégique de l'APIX dans la conduite des chantiers structurants et l'amélioration de l'attractivité du Sénégal. Sous sa supervision,

l'agence a piloté le lancement opérationnel de la phase 2 du Train Express Régional (TER), élargissant le réseau vers de nouvelles zones urbaines et accélérant la transformation du corridor Dakar-Diamniadio. L'APIX a également coordonné l'avancement des infrastructures routières et autoroutières inscrites dans le Programme d'Aménagement du Territoire.

Maryse Lokossou : DG de la CDC-Bénin



Maryse Lokossou, Directrice Générale de la Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin (CDC Bénin), confirme en 2025 son rôle de pivot de la mobilisation de l'épargne nationale. Sous sa direction, l'institution franchit le cap des 940 milliards de F CFA de ressources

mobilisées, en progression par rapport à 2024, renforçant son positionnement d'investisseur public de long terme. Portée par la volonté de transformer l'épargne domestique, en projets structurants, la CDC accélère en 2025 ses engagements dans l'agro-industrie, l'industrie de transformation, les infrastructures et le financement des PME, dans une logique d'appui au « made in Bénin ».

Karim Diarrassouba, DG de CICA-Ré



Reconduit à la tête de CICA-Re lors de l'Assemblée générale du 19 juin 2025 à Bamako, Karim Diarrassouba aborde un nouveau mandat porté par des résultats solides. Sous sa direction, la compagnie a enregistré en 2024

un chiffre d'affaires de 136 milliards FCFA (+16 %), un résultat net de 11,3 milliards (+12,9 %) et une hausse notable des fonds propres à 113 milliards. Diarrassouba attribue cette performance à une gestion technique rigoureuse, une sélection prudente des risques et un portefeuille d'investissements performant.

Prosper Zo'o Minto'o, DG de l'ASECNA



Entré en fonctions le 1er janvier 2025 à la tête de l'ASECNA, Prosper Zo'o Minto'o a imprimé dès sa première année un rythme marqué par la rigueur technique et la diplomatie opérationnelle. Fort de 39 ans d'expérience dans

l'aviation civile, l'ancien directeur régional de l'OACI pour l'Afrique centrale et occidentale a engagé un vaste chantier de modernisation de la navigation aérienne dans les 18 États membres. Son année 2025 a été consacrée à l'optimisation des infrastructures CNS/ATM, au renforcement de la cybersécurité aéronautique et à l'accélération du programme de surveillance par satellite.

Alain Kaninda Ngalula, DG de L'ARCA-RDC



Alain Kaninda Ngalula, Directeur général de l'Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances (ARCA) en République démocratique du Congo, poursuit en 2025 la structuration d'un marché encore jeune mais en pleine expansion. Confirmé

à la tête de l'institution en 2022 après cinq années d'intérim, cet ancien auditeur de PwC et consultant auprès d'organismes internationaux a accéléré l'assainissement du secteur.

Valentin Mbozo'o, DG GIMAC



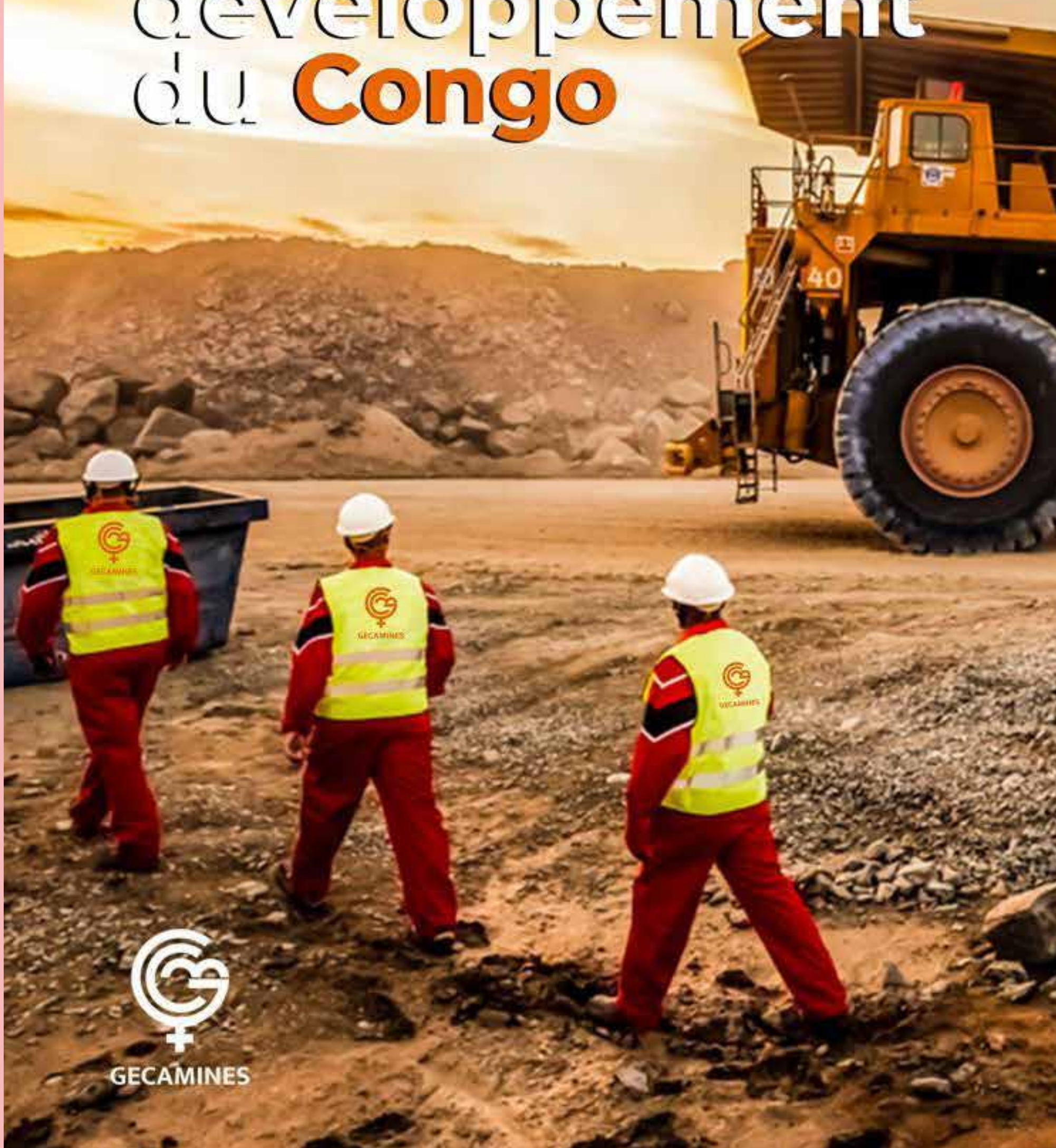
En 2023, Valentin Mbozo'o a renforcé la dynamique du GIMAC, avec une progression spectaculaire de Gimacpay. Selon la BEAC, la plateforme a traité plus de 12 millions de transactions pour 601,7 milliards FCFA (1,07 milliard USD), soit plus de 50 % de hausse par rapport à 2022. Le DG du GIMAC attribue cette performance à une infrastructure renforcée, incluant une plateforme certifiée PCI-DSS à Yaoundé et un site de secours à Douala. L'année confirme aussi la domination du mobile money, qui représente 73 % des transactions en volume et 65 % en valeur, reflet d'une transformation structurelle de l'écosystème financier de la CEMAC.

Blaise Abel Ezo Nkolo, Secrétaire Général de la CIMA



En 2025, Blaise Abel Ezo Nkolo a placé la dynamisation du marché interafricain des assurances au cœur de son action. Sous son impulsion, la CIMA a accéléré les réformes destinées à lever les obstacles persistants au paiement rapide des sinistres, principale source de défiance des assurés. En marge de l'ouverture du Comité exécutif, il a rappelé la nécessité d'harmoniser les pratiques des compagnies, de renforcer le contrôle prudentiel et d'améliorer la traçabilité des engagements.

Gecamines au service du développement du **Congo**





LES CEO TRANSFORMATEURS

Mohamed El Kettani: Président Attijariwafa bank



En 2025, Mohamed El Kettani poursuit la trajectoire d'expansion disciplinée qui fait d'Attijariwafa bank l'un des groupes financiers les plus influents du continent. Le réseau panafricain atteint désormais près de 6 000 agences dans 15 pays, soutenu par une stratégie d'intégration opérationnelle et technologique. Porté par une année 2024 marquée par une hausse de 29 % du résultat net consolidé, le groupe confirme en 2025 la résilience de ses fondamentaux, avec une progression continue des dépôts et des crédits dans ses principales filiales d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest. Attijariwafa bank renforce parallèlement ses activités de financement du commerce intra-africain, notamment via ses plateformes dédiées et son partenariat stratégique avec Union Bank Nigeria. Sur le plan institutionnel, le groupe consolide sa coopération avec le Secrétariat de la ZLECAf, en appui à la facilitation des transactions transfrontalières.

Mesfin Tasew Bekele, CEO Ethiopian Airlines



En 2025, Ethiopian Airlines a poursuivi sa trajectoire ascendante sous la direction de Mesfin Tasew Bekele, avec un chiffre d'affaires en hausse d'environ 8 % pour atteindre près de 7,6 milliards de dollars et un trafic passagers porté à 19 millions, soit +11 % en un an. La compagnie a élargi

son réseau avec six nouvelles lignes, renforcé sa flotte long-courrier – notamment avec de nouveaux A350-1000 – et posé les premiers jalons de son mégaprojet stratégique : la construction du nouvel aéroport de Bishoftu, appelé à devenir le plus grand hub aérien d'Afrique, soutenu par un premier engagement financier de 500 millions de dollars. Pour 2026, les défis restent considérables : sécurisation des financements pour un projet aéroportuaire estimé à plus de 12 milliards de dollars, gestion opérationnelle d'une flotte en forte expansion, exposition accrue aux tensions géopolitiques régionales et mondiales, et montée en puissance de la concurrence africaine et internationale.

Sim Tshabalala, CEO Standard Bank

En 2025, Sim Tshabalala confirme la trajectoire ascendante de Standard Bank, premier groupe bancaire africain par les actifs. Sous sa houlette, la banque renforce son positionnement panafricain grâce à une croissance solide dans les activités de banque de financement et d'investissement, notamment dans les infrastructures, l'énergie et les télécoms. Tshabalala accélère la stratégie de "Africa-focused growth", avec une montée en puissance des opérations au Kenya, en Côte d'Ivoire, en Angola et en Afrique du Sud, où la banque gagne des parts de marché malgré un environnement macroéconomique contraint. L'année 2025 est marquée par le renforcement du partenariat stratégique avec ICBC, permettant d'accroître les flux commerciaux sino-africains et d'accompagner plusieurs projets majeurs dans les corridors logistiques et miniers du continent.



Mustafa Rawji, CEO Rawbank

En 2025, Rawbank réalise une performance solide sous la direction de Mustafa Rawji, avec un PNB de 514 millions USD, un bénéfice net de 212,7 millions USD et un ROE de 33 %, malgré un contexte économique tendu. La banque consolide sa stratégie autour d'une croissance maîtrisée, d'un coût du risque très faible et d'une digitalisation accélérée. Elle renforce aussi son rôle dans les financements structurés, notamment avec un prêt syndiqué de 400 millions USD pour Kamo-Kakula, tout en soutenant davantage les PME (225 millions USD de crédits). Rawbank se distingue enfin par sa solidité, étant classée en 2025 banque la plus sûre de la RDC et 3^e d'Afrique.



Mostafa Terrab, CEO Group OCP-Maroc

En 2025, sous la houlette de Mostafa Terrab, l'OCP consolide son statut d'acteur industriel global tout en accélérant sa diversification. Si Fitch Ratings confirme la solidité financière du groupe, l'année est surtout marquée par une série d'avancées structurantes : poursuite du programme d'investissement de 95 milliards de DH (env. 9,5 milliards USD), montée en capacité des unités d'engrais capables de basculer entre TSP et formules classiques, et développement du mégaprojet d'ammoniac vert, pilier de la transition énergétique du groupe. L'OCP renforce également son positionnement dans les matériaux pour batteries LFP, ouvrant une nouvelle verticale tournée vers la mobilité électrique. Sur le plan partenarial, le groupe élargit ses alliances en Afrique et en Asie pour sécuriser les débouchés agricoles et déployer des solutions adaptées aux sols locaux, tout en nouant des coopérations technologiques autour de la décarbonation et de l'efficacité énergétique. Premier employeur du Maroc et détenteur des plus vastes réserves mondiales de phosphate, l'OCP affiche en 2025 une trajectoire d'innovation, d'intégration industrielle et de performance, portée par la vision long terme de Terrab.



Njack Kane, CEO Intervalle

Né en Mauritanie et élevé à Genève, Njack Kane, diplômé en sciences politiques, s'est imposé comme expert du négoce agricole après des passages chez Continental Grain, Glencore et Ascot, avant de fonder Novel Commodities en 1999 et d'en diriger le groupe jusqu'en 2013. Il préside aujourd'hui Intervalle Group et siège aux conseils de la MEF Endowment Fund, de Winds of Hope et de la John A. Kufuor Foundation. Fin connaisseur de l'Afrique de l'Ouest, Kane milite pour une agriculture africaine autosuffisante et exportatrice, portée par des chaînes de valeur intégrées. Il a piloté plusieurs projets agro-industriels d'envergure, notamment dans le riz, soutenus par des partenaires internationaux et des institutions de développement. Défenseur du modèle PPP, il en fait un levier essentiel pour l'inclusion des petits producteurs, la modernisation rurale et la création d'emplois à grande échelle.



Mohamed Vall Mohamed Telmidy,

Administrateur Directeur Général SNIM-Mauritanie

En 2025, la Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM) franchit une nouvelle étape en dépassant le cap stratégique des 14 millions de tonnes de minerais de fer, portée par une demande robuste et par l'amélioration de ses capacités logistiques et industrielles. Sous la direction de Mohamed Vall Mohamed Telmidy, en poste depuis mars 2021, l'entreprise continue de moderniser ses installations, notamment sur les sites de Zouerate et le long du corridor minier jusqu'au port de Nouadhibou. L'année est également marquée par l'arrivée d'Ismail Bedde Cheikh Sidiya à la présidence du Conseil d'administration en février 2025, renforçant la gouvernance et l'impulsion stratégique du groupe. La SNIM intensifie ses investissements dans la maintenance lourde, l'extension de ses capacités ferroviaires et la montée en puissance des projets d'efficacité énergétique.



BSIC Leasing

Une idée... devenue un succès

POUR QUI?

- ♦ Grandes Entreprises
- ♦ PME-PMI
- ♦ Professionnels
- ♦ Professions libérales

AVANTAGES

- ♦ Simplicité d'accès au crédit
- ♦ Flexibilité Financière
- ♦ Périodicité des loyers personnalisée

TYPES DE MATÉRIELS FINANCÉS

- ♦ Véhicules particulier, utilitaire et autres matériels de transport
- ♦ Équipements médicaux
- ♦ Équipements agricoles
- ♦ Équipements de travaux publics et manutention
- ♦ Équipements de production



SUIVEZ-NOUS SUR :



BSIC Sénégal SA



BSIC Sénégal.SA



BSIC_Sénégal.sa



BSIC Sénégal



BSICSenegalSA



Siège social : Cité Keur Gorgui x VDN Lot N°A.
Tel: (221) 33 889 58 58



LES BROKERS ET LES ASSET MANAGERS

Marc Kamgaing, CEO de Harvest Asset Management



En 2025, Marc Kamgaing confirme son statut de figure centrale de la gestion d'actifs en Afrique centrale. À fin mai, Harvest Asset Management franchit un nouveau cap avec 415 milliards FCFA d'actifs sous gestion, consolidant sa place de leader de la Cemap. Le dirigeant souligne un succès porté par la fidélité des clients et la mobilisation des équipes. Fondée en 2017 et dotée d'un capital de 1 milliard FCFA, la société poursuit sa croissance grâce à une gestion active et à une stratégie digitale pionnière, notamment via son espace client en ligne. Détenant 47,46 % de parts de marché en 2024, Harvest a renforcé sa domination grâce à une collecte élevée et à des partenariats structurants au Cameroun et au Gabon. Son offre de sept FCP, couvrant monétaire, obligataire et actions, continue d'attirer des profils variés. En 2025, la certification ISO 9001:2015 confirme son engagement dans la qualité et l'amélioration continue, consolidant son image d'acteur de référence.

Gilles Tchamba, PDG de L'Archer Securities



En 2025, Gilles Tchamba a poursuivi la montée en puissance de L'Archer Securities, qui a franchi le cap des 105 milliards FCFA d'actifs sous gestion, en hausse de 18 % sur un an. La société a consolidé sa position sur les marchés de capitaux avec 42 opérations structurées, dont trois émissions obligataires souveraines et deux levées privées pour le secteur des infrastructures. Le chiffre d'affaires progresse de 22 %, porté par l'expansion des mandats institutionnels et l'arrivée de nouveaux fonds dédiés aux titres publics et au private debt. Sous la houlette de Gilles Tchamba, L'Archer Securities a renforcé son empreinte régionale en ouvrant un bureau à Douala et en obtenant deux nouveaux agréments réglementaires. L'exercice 2025 se distingue également par une amélioration du coefficient d'exploitation à 48 %, contre 52 % en 2024, grâce à une optimisation interne et à l'automatisation partielle des processus de trading et reporting.

Ababacar Diaw, CEO d'Impaxis

En 2025, Ababacar Diaw poursuit la transformation d'Impaxis en acteur incontournable du conseil financier, de la technologie bancaire et de l'ingénierie de marché en Afrique de l'Ouest. L'année est marquée par l'accélération des projets de digitalisation pour les banques de la zone UEMOA, l'élargissement du portefeuille clients et la montée en puissance des solutions maison. Sous sa direction, Impaxis renforce également son positionnement régional avec de nouveaux contrats en Afrique centrale et l'ouverture de chantiers dans les secteurs des fintechs, de l'assurance et des infrastructures. Très présent sur les sujets de conformité, de risques et d'optimisation des systèmes d'information, Ababacar Diaw a consolidé le rôle d'Impaxis comme partenaire stratégique des institutions financières, tout en préparant une nouvelle phase de croissance orientée data, IA et services transactionnels.



Kadidiatou Fadika-Coulibaly, CEO Hudson & Cie

En 2025, Kadidiatou Fadika-Coulibaly a consolidé son influence au sein de la finance ivoirienne. À la tête de Hudson & Cie, l'une des principales sociétés d'intermédiation financière de l'UEMOA, elle poursuit la modernisation des services de marché et l'accompagnement des émetteurs sur la BRVM. En tant que présidente de la Commission "Économie et Diversification" de la CGECI, elle a marqué l'année en pilotant la thématique de la CGECI Academy 2025 : « Souveraineté économique : le temps de l'action », plaçant pour une réduction des dépendances extérieures et une industrialisation plus endogène. Entre action patronale, plaidoyer économique et leadership féminin affirmé, Kadidiatou Fadika-Coulibaly reste en 2025 l'une des voix les plus écoutées du secteur privé ivoirien.



Kalidou Diallo, CGF Bourse

En 2025, CGF Bourse sous la houlette de son CEO Kalidou Diallo a prolongé sa dynamique de croissance après une année 2024 exceptionnelle qui l'a consacrée leader du marché financier de l'UEMOA. Sous l'impulsion de sa nouvelle direction générale, la société renforce ses positions grâce à une hausse continue des actifs en conservation, à l'intensification des volumes traités et à une montée en puissance auprès des investisseurs institutionnels comme des particuliers. L'année est également marquée par l'accélération de la digitalisation, avec le déploiement de solutions de trading en ligne et de services innovants orientés client, ainsi que par un engagement accru en matière d'éducation financière. Dans un environnement concurrentiel en mutation, CGF Bourse confirme ainsi son rôle d'acteur clé et de référence du marché régional.



Christian Din Dika, Emerald Securities Services (ESS)

Christian Din Dika accélère l'expansion régionale d'Emerald Securities Services (ESS) en 2025. Après le Gabon, où ESS Microfinance a obtenu toutes les autorisations réglementaires début 2025, le groupe lance désormais sa filiale de microfinance au Cameroun. Une nouvelle étape pour le jeune patron camerounais, diplômé de l'UCAC et de Sciences Po Paris, qui veut bâtir un conglomérat financier associant bourse, gestion d'actifs et services financiers de proximité. Fondé en 2020, ESS compte déjà trois filiales – ESS Bourse, ESS Asset Management et ESS Microfinance – et s'impose comme un acteur dynamique du marché des capitaux en Cemap, avec des opérations majeures menées au Gabon, au Congo et pour la BDEAC. Avec 20 milliards FCFA de chiffre d'affaires cumulé et un portefeuille sous gestion projeté à 450 milliards FCFA, Christian Din Dika poursuit une stratégie d'expansion visant à étendre ESS Microfinance dans toute la Cemap puis en UEMOA.



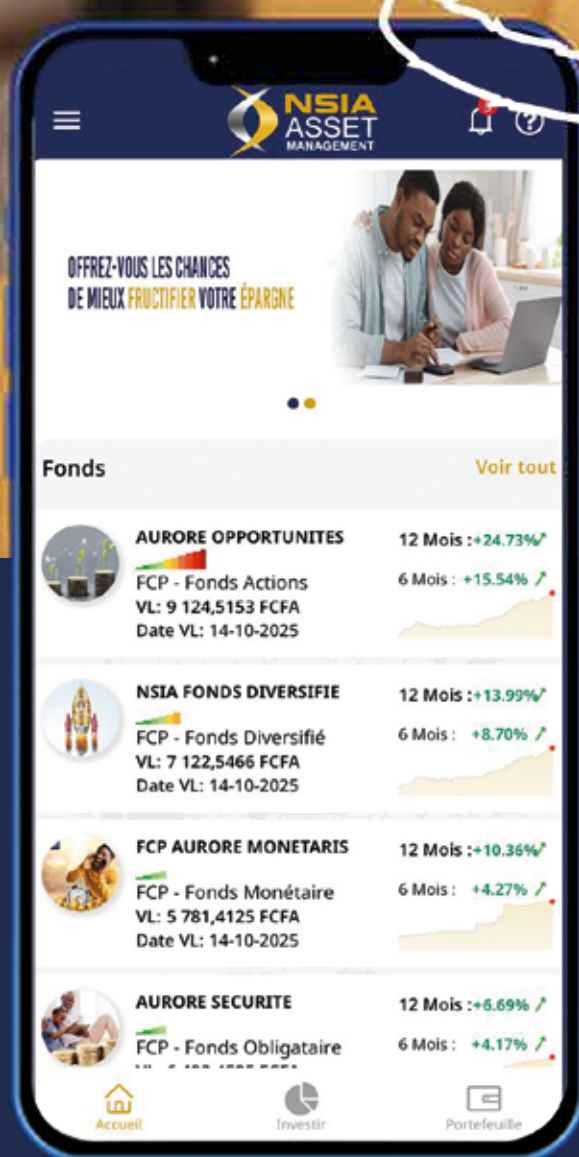
Ibrahim Magassa, président d'Algest Finance

En 2025, Ibrahim Magassa confirme la montée en puissance d'Algest Finance comme acteur clé des opérations de restructuration et d'optimisation des dettes publiques africaines. Sollicité par plusieurs gouvernements, le PDG pilote des mandats sensibles portant sur la renégociation de maturités, la réorganisation des portefeuilles obligataires et la mise en place de solutions de refinancement innovantes, dans un contexte continental marqué par la hausse du service de la dette et l'éroitesse des marges budgétaires. Cette expertise, couplée à une approche plus proactive du dialogue entre États, bailleurs et investisseurs, fait d'Algest Finance un interlocuteur stratégique dans la recherche d'un équilibre entre soutenabilité, liquidité et financement du développement. Par ce positionnement renforcé, Magassa consolide son influence au cœur des politiques publiques financières africaines.



NSIA INVEST

Investir, c'est le plus beau cadeau
que vous puissiez faire à **votre futur**.



✓ Accessible
✓ Sécurisée



Téléchargez sur
Google Play



Téléchargez sur
App Store



Suivez-nous sur :     

Email : nsiaam@nsiaasset.com - www.nsia-asset.com

NSIA, le vrai visage de l'Assurance et de la Banque.



LES ECONOMISTES DE L'ANNÉE

Serge Eric Menye : L'Afrique sera-t-elle la catastrophe du XXI^e siècle?



Serge Eric Menye est consultant, conférencier et essayiste spécialisé dans les dynamiques économiques et politiques africaines. Fort de son expérience de terrain, il publie en avril 2025 *L'Afrique sera-t-elle la catastrophe du XXI^e siècle ?* (Bibliomonde, 150 pages), un ouvrage qui entend questionner l'idée largement diffusée selon laquelle l'Afrique représenterait l'avenir économique du monde. S'appuyant sur des données factuelles et des analyses comparatives, Menye met en lumière les blocages structurels qui empêchent le continent de transformer ses atouts notamment ses ressources naturelles en véritable décollage économique.

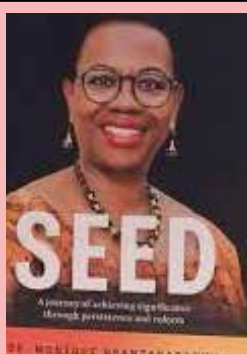
Mohamed H'Midouche : le Gazoduc Africain Atlantique (GAA)

Mohamed H'Midouche, expert panafricain de l'énergie et ancien cadre de la BAD, consacre son ouvrage au Gazoduc Africain Atlantique (GAA), projet stratégique reliant le Nigeria au Maroc sur plus de 5 600 km. Il y défend la thèse que ce gazoduc, conçu pour traverser 13 pays de la CEDEAO et la Mauritanie, constitue bien plus qu'une infrastructure : c'est une réponse africaine aux recompositions géoénergétiques provoquées par la crise russo-ukrainienne, la quête européenne d'alternatives au gaz russe et l'expansion énergétique américaine. Pour H'Midouche, le GAA incarne une vision panafricaine de souveraineté énergétique, d'intégration régionale et de connexion directe aux marchés internationaux, tout en valorisant les nouvelles découvertes gazières du Ghana, de la Côte d'Ivoire, de la Mauritanie et du Sénégal.



Amath Ndiaye : l'économie à la portée du grand public

Amath Ndiaye, professeur à la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FASEG) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), publie *L'économie à la portée du grand public*. Comprendre l'économie. L'ouvrage a pour ambition de rendre accessibles des notions économiques souvent complexes comme le PIB, le commerce international, les IDE ou le rôle du Fonds Monétaire International (FMI) à un large public, étudiants, journalistes ou citoyens. Selon l'auteur, l'économie ne doit pas rester un langage élitiste : comprendre ses principes de base permet de mieux appréhender les débats publics et d'agir en connaissance de cause pour le développement national.



Dr Monique Nsanzabaganwa : SEED

Économiste rwandaise reconnue et ancienne vice-présidente de la Commission de l'Union africaine, Dr Monique Nsanzabaganwa signe avec SEED, paru en mai 2025, un ouvrage mêlant récit personnel et vision stratégique. Forte de son expérience dans la gouvernance économique africaine, elle y plaide pour une Afrique souveraine, intégrée et capable de valoriser pleinement ses propres ressources. L'auteure y identifie les blocages structurels du continent : fragmentation institutionnelle, dépendance extérieure, faiblesse des chaînes de valeur et propose des pistes concrètes pour bâtir une prospérité durable fondée sur l'appropriation et l'intégration régionale. SEED se veut ainsi un appel à "planter aujourd'hui les graines" d'un avenir africain solide et autonome.

CHRONIQUE

Par Dr. Mohamed H'Midouche
Expert international en financement du développement

Succession des entreprises familiales en Afrique : le prochain choc silencieux

Le choc que l'Afrique ne voit pas encore venir

Dans les zones industrielles de Casablanca et de Tanger, dans les marchés d'Abidjan, au cœur des artères commerciales de Nairobi ou dans les centres d'affaires de Lagos, une tension subtile plane, presque imperceptible. Ce n'est pas la volatilité des devises, ni l'augmentation des taux directeurs, ni les inquiétudes géopolitiques. C'est un phénomène plus intime, profondément humain, mais dont les conséquences économiques pourraient être autrement plus graves : la succession des entreprises familiales, ces milliers de structures qui forment la charpente économique du continent. Depuis cinquante ans, l'Afrique a encouragé l'entrepreneuriat, modernisé ses cadres réglementaires, attiré les investisseurs et accompagné les jeunes talents. Pourtant, elle a négligé une étape essentielle, celle qui peut détruire en quelques mois ce qu'une génération entière a mis une vie à construire : le passage de relais entre générations. Les projections montrent que près de quatre entreprises familiales sur dix devront changer de mains d'ici 2035, alors que moins de 15 % d'entre elles disposent d'un plan de succession

clair. Ce décalage crée une vague silencieuse qui menace de devenir l'un des plus grands chocs économiques du continent.

Quand une génération tire sa révérence

Sur les quais du port de Dakar, dans les ateliers de Tanger Free Zone, dans les imprimeries d'Abidjan ou les entrepôts de Nairobi, les enseignes portent encore le nom de ces hommes et de ces femmes qui ont entrepris à une époque où cela relevait presque du courage héroïque. Ils ont construit des empires modestes ou imposants, souvent centralisés autour de leur personne, et ont porté à bout de bras des activités qui ont survécu aux crises politiques, à l'inflation ou aux pénuries. Cette génération de bâtisseurs se retire progressivement. Leur départ est naturel. Ce qui l'est moins, c'est l'absence presque totale de préparation pour assurer la continuité de ce qu'ils ont édifié. Dans de nombreuses familles, la question de la succession est évitée, comme s'il s'agissait d'un sujet tabou. Par pudeur, par respect ou par crainte d'attiser des tensions latentes, personne n'ose en parler ouvertement. Les conseils d'administration observent

ce silence, les héritiers avancent à tâtons et les banques, discrètement, scrutent chaque anniversaire du fondateur comme un signal de risque supplémentaire.

Pendant ce temps, les partenaires commerciaux s'interrogent, les employés s'inquiètent et, parfois, les héritiers formés à l'étranger ou éloignés du terrain peinent à savoir comment préserver ce qui leur est transmis. C'est dans cette incertitude que se joue le destin de milliers d'entreprises familiales.

Une crise invisible qui s'installe doucement

La succession ne provoque ni fracas, ni effondrement instantané. Elle agit en profondeur, de manière diffuse, presque sournoise. Les premiers signes se manifestent par un ralentissement de l'activité, des décisions stratégiques reportées, un climat interne alourdi ou un resserrement prudent des conditions bancaires. Puis viennent les départs de talents, la frilosité des fournisseurs, la multiplication des incompréhensions au sein de la famille. Progressivement, l'entreprise perd son élan. Non pas parce qu'elle n'est plus compétitive, mais parce qu'elle devient orpheline

d'un leadership qui n'a pas été transféré. Ce vide, imperceptible au départ, finit par fragiliser l'ensemble de l'écosystème qui gravitait autour d'elle.

La dépendance au fondateur, un modèle qui devient faiblesse

Le modèle entrepreneurial africain s'est largement construit autour de la figure du fondateur-charismatique, ce chef d'entreprise qui était souvent aussi chef de famille, parfois chef de communauté, et dont l'influence dépassait largement le cadre économique. Cette centralisation du pouvoir a permis des réussites remarquables : réactivité, intuition, résilience, gestion paternaliste et relations de confiance avec les banques. Mais cette même centralité devient le principal obstacle au moment de la transmission. L'information stratégique demeure souvent dans la tête du fondateur. Les relations avec les partenaires sont personnelles, les employés lui sont fidèles à lui plutôt qu'à l'entreprise, et les héritiers n'ont pas toujours été préparés, impliqués ou exposés aux réalités de la gouvernance. Lorsque vient le moment du relais, ce qui fut une force se transforme en vulnérabilité structurelle. ■



HUB D'INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

Abdou Diop, Mazars Maroc



Associé gérant de Mazars Maroc depuis 2010 et président du Mazars Africa Board depuis 2021, Abdou Diop a poursuivi en 2025 l'expansion continentale du cabinet, qui réalise désormais plus de 260 millions d'euros de chiffre d'affaires en Afrique, en progression annuelle d'environ +12 %. Sous son impulsion, Mazars a étendu son réseau à 42 pays africains, mobilisant plus de 10 000 collaborateurs sur le continent. L'année 2025 marque également le renforcement des activités de conseil financier, dopées par une hausse de +18 % des missions de transactions et restructurations, ainsi que la montée en puissance des services de conformité et de transformation digitale.

Fabrice Kom Tchuenté, FinAfrique

À la tête de FinAfrique, cabinet qu'il dirige depuis 2014, Fabrice Kom Tchuenté s'est imposé comme l'un des experts les plus influents en ingénierie financière et actuarielle sur le continent. En 2025, FinAfrique a poursuivi sa croissance avec un portefeuille de plus de 120 institutions financières et régulateurs accompagnés en Afrique, couvrant 22 pays. Le cabinet affiche une progression annuelle moyenne de +15 % depuis 2020, portée par la demande en modélisation actuarielle, en tarification, en restructuration de portefeuilles et en conformité prudentielle (CIMA, Bâle II/III, IFRS 17). Sous l'impulsion de Fabrice Kom Tchuenté, FinAfrique a également consolidé ses activités de formation, avec plus de 3 000 professionnels certifiés depuis sa création, et a contribué à des projets d'ingénierie financière représentant plus de 1,2 milliard d'euros cumulés d'impact technique pour les assureurs et banques africaines.



Denis Chemillier-Gendreau et Géraldine Mermoux FINACTU

Fondé en 1999 par Denis Chemillier-Gendreau, Finactu s'est imposé comme un acteur majeur du conseil financier en Afrique, avec plus de 300 missions menées dans 45 pays. Spécialiste des réformes de protection sociale, Denis a accompagné entre 2010 et 2020 plusieurs caisses de retraite et gouvernements (Sénégal, Côte d'Ivoire, Maroc). Géraldine Mermoux, arrivée en 2006 et nommée directrice générale associée en 2012, pilote l'expansion du cabinet depuis ses hubs de Casablanca et Maurice. Le duo a signé des opérations structurantes, dont le Plan stratégique 2021-2025 de la CIMA et, en 2024, le conseil exclusif d'AFG pour l'acquisition de Société Générale Guinée, confirmant Finactu comme l'un des leaders du conseil financier sur le continent.



Aziz Mebarek , AfricInvest



Cofondé en 1994 à Tunis par Aziz Mebarek, Zied Oueslati et Sofiane Louhichi, AfricInvest s'est imposé comme l'un des plus puissants gestionnaires de private equity en Afrique, avec plus de 2 milliards d'euros d'actifs sous gestion et plus de 200 investissements à son

actif. Présent dans 8 bureaux (Tunis, Abidjan, Lagos, Nairobi, Casablanca, Le Caire, Paris et Washington), le groupe couvre 25 pays et s'appuie sur une équipe de plus de 100 professionnels. Aux côtés de ses fonds historiques AfricInvest I à V, le groupe a lancé plusieurs plateformes spécialisées : AfricInvest Financial Inclusion Vehicle (2017), le Cathay AfricInvest Innovation Fund (2019) dédié à la tech, et Africa BlueWave (2023) pour les infrastructures durables.

Albert Alsina, Mediterrania Capital Partners



Fondé en 2013, Mediterrania Capital Partners est un gestionnaire de fonds de capital-investissement spécialisé dans les PME africaines, principalement en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne francophone. Basé à Malte avec des bureaux à Barcelone, Casablanca et Abidjan, le fonds gère aujourd'hui plus de 400 millions d'euros d'actifs à travers trois véhicules : MC II (2015), MC III (2017) et MC IV (lancé en 2023). Sous la direction de Albert Alsina, CEO et fondateur, le groupe a réalisé plus de 20 investissements dans des secteurs clés (finance, santé, éducation, distribution), dont des opérations emblématiques comme TGCC au Maroc, Cash Plus, Cairo Scan ou Confidentiel Africaine (CFAO Retail). En 2024-2025, Mediterrania Capital poursuit ses déploiements en ciblant des tickets compris entre 8 et 25 millions d'euros, renforçant son positionnement comme l'un des acteurs majeurs du private equity mid-cap en Afrique.

J'encaisse mon argent
qu'importe
le compte
de mon client



dentsu



C'est pour tout le monde, surtout pour moi.

Pour plus d'infos
pispi.bceao.int



2025, l'année brûlante : chronique d'un monde planifié qui vacille et d'une Afrique qui choisit l'audace

2025 aura été une année de vérité, de celles qui dissipent les brumes idéologiques et rendent aux faits leur brutalité nue. Une année où Hayek, dans La Route de la servitude, semblait revenu parmi nous, rappelant que nulle planification, si sophistiquée soit-elle, ne parvient à dompter les forces profondes de la société. Une année où le monde a découvert ou redécouvert que l'on ne gère ni une transition climatique, ni une géopolitique explosive, ni des marchés nerveux comme on administre un bureau. Et l'Afrique, exposée comme rarement, aura traversé cette tempête avec une résilience mêlée d'improvisation géniale. La COP de Bélem, symbole d'une ambition planifiée, devait marquer un sursaut historique. Elle n'aura produit qu'un texte prudent, presque désincarné. Les financements climat promis tardent, et le Fonds « Pertes et Dommages » avance à pas comptés ce qui n'ôte rien, bien au contraire, aux efforts passionnés et colossaux de son semillant directeur général, Ibrahima Diongue. Mais la mécanique internationale reste trop lourde, trop molle, trop procédurale pour répondre à l'urgence. Hayek l'avait annoncé : plus un système se prétend omniscient, plus il devient incapable d'agir. Pendant que les diplomates s'essouffent, les marchés, eux, avancent. 2025 fut l'année du retour triomphal du fossile. Drilling, drilling, drilling. Le retrait américain des engagements climatiques a libéré les majors, et les prix ont repris leur ascension. L'Afrique en tire un bénéfice réel mais contrasté : Nigeria en rebond, Angola en tension, Côte d'Ivoire et Sénégal en montée technologique. La planification écologique, sans moyens financiers, n'est qu'un romantisme coûteux.

Dans ce chaos énergétique, les métaux stratégiques ont confirmé leur statut d'actifs-rois. L'or, surtout, a atteint des sommets historiques, franchissant les 4 000 dollars l'once, un record porté par la peur géopolitique et la frénésie d'achat des banques centrales. Mais que dire du Mali et du Burkina Faso, où les slogans souverainistes n'ont pas empêché la poursuite des exportations massives d'or brut,



Une inondation au Cap, en Afrique du Sud, le 20 mai 2025

privant leurs Trésors de marges essentielles ? Les discours ont changé, les flux non. Et l'ironie n'échappe plus à personne. Plus à l'est, la RDC a connu une tentation existentielle : celle de s'arroger une prise directe sur le cours du cobalt après une interdiction d'exportation du minerai brut qui, chacun le sait désormais, a montré ses limites. Bloquer n'est pas structurer, interdire n'est pas industrialiser. Le Congo a appris, à ses dépens, ce que Jean-Baptiste Say savait déjà : toute entrave à l'échange, tout monopole, toute fixation artificielle se retourne toujours contre le consommateur et contre l'économie. Neptune Oil l'a confirmé en RDC : un monopole pétrolier fait grimper les prix, mécaniquement, implacablement.

Et puisqu'il est question de monopoles, la géo-minéralogie du Niger a, elle aussi, bougé. Le pays a continué d'exporter près de 1 000 tonnes d'uranium par camion vers le port de Lomé, contournant le Bénin. Un corridor discret, presque clandestin, qui rappelle combien l'Afrique demeure au cœur des équilibres énergétiques mondiaux, malgré les discours sur la transition « post-nucléaire ».

Dans ce tumulte, une joie pure, presque émouvante, a traversé la Guinée : l'exportation du premier quintal de fer de Simandou. Il aura fallu vingt ans d'attente, d'après négociations,

de tensions géopolitiques et de rêves différés. Mais l'événement, fêté comme un moment d'ascension nationale, a rappelé qu'un pays peut choisir l'audace plutôt que l'illusion planificatrice : conserver 15 % gratuits plutôt que d'acheter 20 % à 4 milliards. Un geste schumpetérien de réalisme.

Pendant ce temps, Bamako fléchit mais ne tombe pas. Le blocus continue, étouffant l'économie malienne comme un mal lent. Le commerce respire par interstices, la liquidité se raréfie, mais la machine tient, soutenue par des systèmes parallèles, des arbitrages créatifs, une forme de résilience organique dont aucun manuel de planification ne rend compte. Plus dramatique encore, le Soudan continue de sombrer dans une guerre civile féroce, l'une des plus meurtrières du continent et pourtant l'un des plus grands angles morts de l'actualité mondiale. Là où l'attention internationale s'efface, la tragédie s'approfondit. Au nord du continent, un frémissement. Le Maroc et l'Algérie, deux géants économiques qui se regardent en chiens de faïence depuis 1994 quel gâchis historique entendent, avec la résolution 2997, une perspective ténue mais réelle d'ouverture. Une lueur. Peut-être la plus stratégique de toutes pour l'intégration du Maghreb et la recomposition du commerce continental. 2025

fut aussi l'année de la grande accélération technologique. L'IA générative, entrée en phase industrielle, détruit et crée à grande vitesse. Schumpeter applaudirait : nous vivons une destruction créatrice à l'échelle civilisationnelle. Ce que les planificateurs veulent ralentir, les innovateurs l'accélèrent.

2025 fut chaude. Très chaude. Climatiquement, géopolitiquement, énergétiquement, financièrement, technologiquement. 2026 se présente comme une porte étroite : celle de la servitude douce planifiée, théorisée, rassurante ou celle de l'audace, de l'ouverture, de la liberté créatrice. L'Afrique arrive à ce moment avec des atouts colossaux : jeunesse, ressources, intégrations régionales, énergie entrepreneuriale. À condition que l'État assume sa juste place : un arbitre, un garant, un facilitateur jamais un ingénieur social prétendant tout organiser. Hayek l'avait dit : la servitude commence quand l'on croit pouvoir tout planifier. Schumpeter l'avait prouvé : la création naît du risque. Say l'avait résumé : les marchés punissent toujours les artifices. 2025 aura validé les trois. À 2026 maintenant de dire si l'Afrique choisira la servitude... ou l'audace.

Nous soutenons le rêve africain depuis les fondations

A Propos d'ATIDI:

ATIDI couvre les risques tels que l'expropriation, le non-paiement par les gouvernements ou les entreprises étatiques, le non-respect des obligations souveraines ou sous-souveraines, l'inconvertibilité de devise ou encore l'embargo.

L'une des institutions africaines les mieux notées – A/Stable de Standard & Poor's et A2/Stable de Moody's.

Pour plus d'informations, visitez :
<https://www.atidi.africa/fr>





La **BANQUE** à **PORTÉE** de **MAIN.**

oxy Conseil



- ✓ SÉCURISÉ ET ACCESSIBLE
- ✓ ACCÈS À UN SERVICE CLIENT DÉDIÉ

DISPONIBLE GRATUITEMENT SUR



La Banque Autrement

<https://coris.bank>

